



N° du catalogue : 67-202-XIF

Bilan des investissements internationaux du Canada



Premier trimestre 2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Système de comptabilité nationale, Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263 1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363 7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700 1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889 9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 67-202-XIF au catalogue est publié trimestriellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 23 \$ CAN l'exemplaire et de 51,00\$ CAN pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à ***www.statcan.ca***, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de la balance des paiements
Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2004

N° 67-202-XIF au catalogue, vol. 2, n° 1

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 67-202-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le Système de comptabilité nationale de 1993, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Table des matières

Faits saillants	7
Analyse — Premier trimestre de 2004	8
Produits connexes	14
Tableaux statistiques	
1-1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (1999 - 2000)	20
1-2 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (2001 - 2002)	21
1-3 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (2003 - 2004)	22
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	23
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	23
4-1 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Trimestriel	24
4-2 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Annuel	25
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	26
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	26
7 Réserves officielles internationales du Canada	27
8 Autres actifs	27
9 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	28
10 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	28
11-1 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Trimestriel	29
11-2 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Annuel	30
12 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	31
13 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable	32
14-1 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Gouvernements	33
14-2 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Entreprises publiques	35
14-3 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Autres secteurs	37
15 Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	38
16 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	39
17 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	40
18 Autres passifs	41
19-1 Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administration publique fédérale	42

Table des matières – suite

19-2	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques provinciales	44
19-3	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques municipales	46
19-4	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations publiques	48
19-5	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques fédérales	50
19-6	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques provinciales	52
19-7	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques municipales	54
19-8	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des entreprises publiques	56
19-9	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations et des entreprises publiques	58
19-10	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Sociétés privées	60
19-11	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total, tous les secteurs	62
20-1	Dette extérieure brute, position - Total, tous les secteurs	64
20-2	Dette extérieure brute au Canada, position - Administrations publiques	64
20-3	Dette extérieure brute au Canada, position - Autorités monétaires	65
20-4	Dette extérieure brute au Canada, position - Banques	65
20-5	Dette extérieure brute au Canada, position - Autres secteurs	66
21-1	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Actif	67
21-2	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Passif	69
22-1	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Actif	71
22-2	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Passif	73
23-1	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Actif	75
23-2	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Passif	75
24-1	Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Actif	76
24-2	Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Passif	76
25-1	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Actif	77
25-2	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Passif	77
26-1	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Actif	78
26-2	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Passif	78
27-1	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Actif	79
27-2	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Passif	79

Qualité des données, concepts et méthodologie

Table des matières – suite

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	80
Notes statistiques	81
Renvois	93

Appendice

I. Glossaire	100
--------------	-----

Graphiques

Graphique 1. Bilan des investissements internationaux du Canada	8
Graphique 2. Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique	10
Graphique 3. Investissement de portefeuille en actions, valeur marchande	11
Graphique 4. Position d'investissement direct étranger	12
Graphique 5. Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis	13

Faits saillants

- Avec l'augmentation de la valeur de l'actif canadien à l'étranger, la dette nette du pays envers les résidents étrangers s'est établie à son plus bas niveau en plus de 18 ans au cours du premier trimestre de 2004.

Analyse — Premier trimestre de 2004

Bilan des investissements internationaux du Canada

Avec l'augmentation de la valeur de l'actif canadien à l'étranger, la dette nette du pays envers les résidents étrangers s'est établie à son plus bas niveau en plus de 18 ans au cours du premier trimestre de 2004.

Le passif net du Canada à l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a chuté de 23,7 milliards pour s'établir à 194,2 milliards de dollars à la fin de mars.

Le ratio du passif net à l'étranger et du produit intérieur brut se situe maintenant à 15,5 %, soit deux points entiers de pourcentage de moins que le ratio de 17,7 % observé à la fin du quatrième trimestre de 2003.

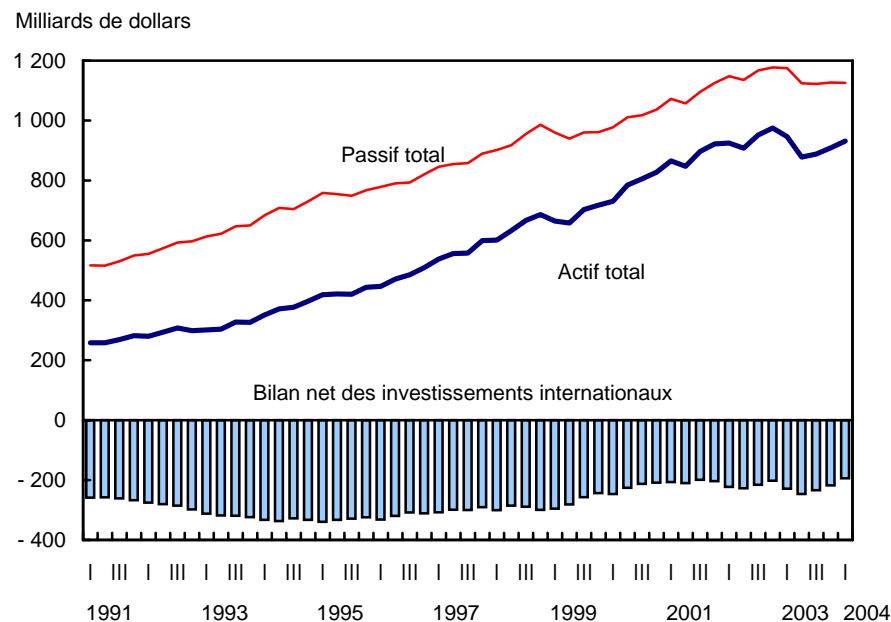
La valeur de l'actif international était de 931,5 milliards de dollars, soit une hausse de 2,5 % par rapport au quatrième trimestre. Pour un deuxième trimestre consécutif, les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de plus de 10 milliards de dollars et ont contribué pour environ la moitié de cette augmentation.

Le passif international a diminué légèrement par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 125,8 milliards de dollars, bien en deçà du niveau révisé de 1 177,3 milliards de dollars à la fin de 2002.

Reviement par rapport à 2003, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain au premier trimestre de 2004, soit environ 1 %, tandis qu'il a gagné près de 1 % par rapport à l'euro.

Graphique 1

Bilan des investissements internationaux du Canada



Note aux lecteurs

La présente publication comprend des séries supplémentaires mesurant les investissements de portefeuille à la valeur au marché. Les actions et les obligations canadiennes et étrangères sont maintenant présentées à leur valeur au marché et à la valeur comptable. L'évaluation d'autres comptes, comme les instruments du marché monétaire, les réserves internationales et les investissements directs étrangers, sera également examinée au cours de la prochaine année.

Les estimations à partir de 1990 jusqu'au premier trimestre de 2004 sont maintenant disponibles. Ces données font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie.

Estimations révisées pour les titres du marché monétaire canadien

De plus, les séries trimestrielles portant sur les opérations et les positions du marché monétaire canadien avec les non-résidents ont été révisées depuis le premier trimestre de 2003 à la suite de l'adoption d'une nouvelle méthode. Les estimations portant sur les titres du marché monétaire sont maintenant faites, instrument par instrument, comme c'est le cas pour les dettes à long terme depuis de nombreuses années. La valeur des titres du marché monétaire détenus comprend maintenant les intérêts courus, qui sont constitués des intérêts courus sur les coupons et de l'amortissement entre le prix d'émission et le prix à l'échéance.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Augmentation de l'actif canadien à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 409,3 milliards de dollars à la fin de mars, soit une hausse de 10,1 milliards par rapport à la fin de décembre, valeur la plus élevée en plus d'une année. La fluctuation du taux de change ainsi que des investissements de 4,8 milliards de dollars au premier trimestre ont contribué à cette augmentation.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont augmenté à 168,8 milliards de dollars et ont représenté plus de 41 % des investissements directs canadiens à l'étranger.

La valeur des obligations étrangères détenues au Canada a fait un bond de près de 7 % pour atteindre 47,7 milliards de dollars, soit un record. Les Canadiens ont acheté des obligations étrangères pour une valeur de 2,6 milliards de dollars au cours du premier trimestre, un trimestre actif pour ce type d'instrument.

Parallèlement, les actions étrangères détenues au Canada ont atteint 191,2 milliards de dollars, soit une hausse de 2,4 milliards par rapport à la fin de décembre. La fluctuation du taux de change explique en grande partie la variation de la valeur car il n'y a eu à peu près pas d'acquisitions nettes d'actions étrangères au cours du premier trimestre.

Augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Après deux trimestres consécutifs de légère diminution, les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 2,4 milliards pour atteindre 360,0 milliards de dollars à la fin de mars, niveau jamais atteint auparavant.

Le bilan net des investissements directs, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a atteint 49,3 milliards de dollars à la fin du trimestre.

Forte diminution de la valeur des instruments du marché monétaire canadien détenus à l'étranger

La valeur des instruments du marché monétaire canadien détenus à l'étranger a baissé de plus de 12 % pour s'établir à 18,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas en 17 ans. Tandis que la demande étrangère d'instruments à

court terme était faible, la valeur des obligations canadiennes détenues à l'étranger a augmenté de 6,3 milliards pour atteindre 411,7 milliards de dollars à la fin de mars. De ce total, la valeur des obligations des entreprises publiques fédérales détenues à l'étranger a augmenté de plus de 10 % pour atteindre 40,6 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers ont continué d'acheter des actions canadiennes au cours du premier trimestre. À la fin de mars, ils en possédaient pour 86,2 milliards de dollars, une hausse pour un quatrième trimestre consécutif pour ce type d'investissement. Le gain de l'indice composé S&P/TSX pour un quatrième trimestre consécutif a sûrement joué en faveur de l'acquisition d'actions canadiennes par les investisseurs étrangers.

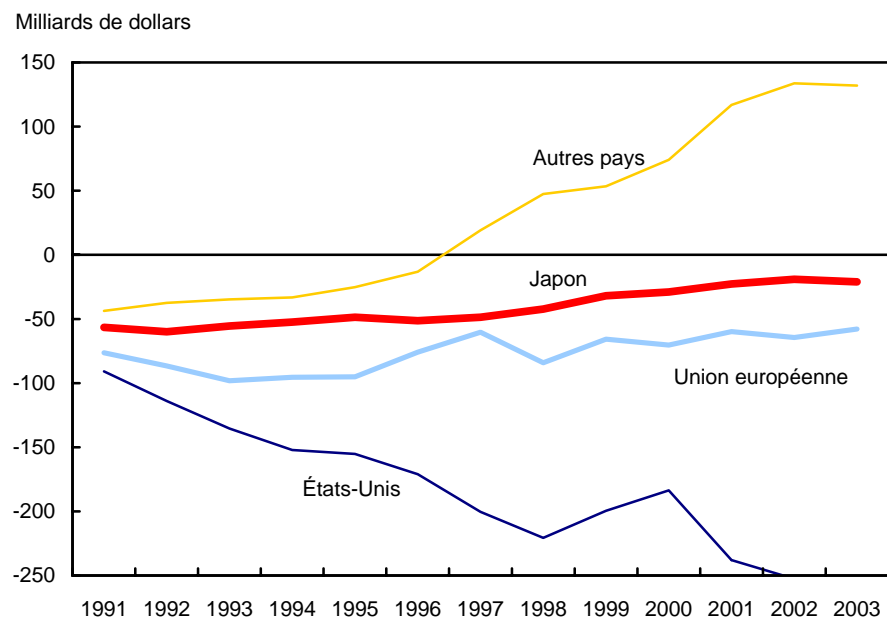
Augmentation du passif étranger net du Canada avec les États-Unis

Comme le montre la tendance à long terme, les investisseurs américains possèdent une proportion croissante du passif étranger net du Canada. Pour une troisième année consécutive, le passif étranger net du Canada avec les États-Unis a augmenté pour atteindre 271,0 milliards de dollars à la fin de 2003.

Les pays de l'Union européenne ont diminué leur position créditrice nette à l'égard du Canada puisqu'elle est passée à 57,8 milliards de dollars à la fin de 2003. Le Canada a une position d'actif net envers tous les autres pays regroupés.

Graphique 2

Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique



Valeur marchande des investissements de portefeuille

La valeur au marché des investissements de portefeuille étrangers en actions et en obligations canadiennes à la fin de mars 2004 était trois fois plus élevée qu'il y a 14 ans. La valeur des actions et des obligations canadiennes détenues à l'étranger est passée de 209,3 milliards à 629,3 milliards de dollars de mars 1990 à mars 2004.

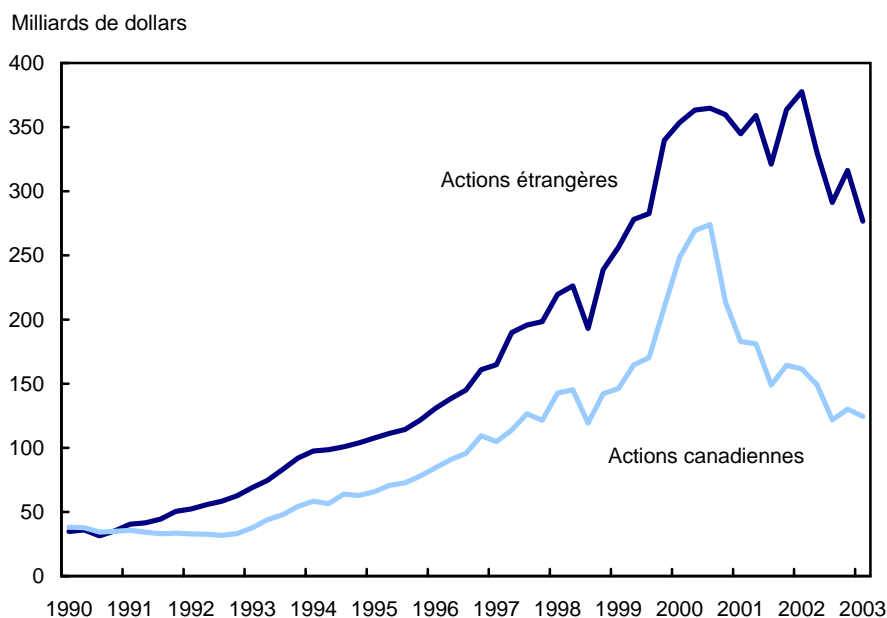
Par ailleurs, les investissements de portefeuille canadiens dans les actions et obligations étrangères ont atteint en mars 2004 une valeur neuf fois plus élevée qu'en mars 1990. Les Canadiens détenaient des actions et des obligations étrangères pour une valeur de 400,8 milliards de dollars à la fin de mars 2004, comparativement à 44,0 milliards de dollars en mars 1990.

Pour ce qui est des actions, les investisseurs étrangers ont vu la valeur de leurs actions canadiennes passer de 38,1 milliards à 175,9 milliards de dollars depuis 14 ans, avec un sommet de 274,1 milliards de dollars en septembre 2000 au moment où l'indice composé S&P/TSX avait atteint un niveau élevé historique.

La valeur marchande des actions étrangères détenues par les Canadiens s'est appréciée encore davantage puisqu'elle est passée de 34,8 milliards en mars 1990 à 348,7 milliards de dollars en mars 2004. En 1999 seulement, cette valeur a progressé de 42 % alors que les marchés étrangers étaient très élevés. Malgré le recul des marchés financiers dans le monde entre 2000 et 2002, les investisseurs canadiens détenaient un niveau élevé d'actions étrangères principalement en raison du fait qu'ils en ont acquis beaucoup et que le plafond de contenu étranger dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite a été relevé.

Graphique 3

Investissement de portefeuille en actions, valeur marchande



Investissement direct étranger — 2003

L'investissement direct canadien à l'étranger a diminué de 7,1 % à la fin de 2003, principalement en raison de l'importante appréciation du dollar canadien.

La valeur de l'actif détenu à l'étranger par les Canadiens atteignait 399,1 milliards de dollars, soit une baisse par rapport à la valeur record de 429,6 milliards de dollars enregistrée à la fin de 2002. Cette baisse a mis fin à une série de hausses amorcée en 1948.

Parallèlement, la valeur de l'investissement direct étranger au Canada a augmenté de 2,5 % pour atteindre 357,5 milliards de dollars, soit une hausse par rapport à la valeur de 348,9 milliards de dollars observée à la fin de 2002.

C'est ainsi que le bilan net des investissements directs, c'est-à-dire la différence entre l'investissement direct canadien à l'étranger et l'investissement direct étranger au Canada, a baissé, étant passé d'une valeur révisée de 80,7 milliards de dollars en 2002 à 41,6 milliards de dollars à la fin de 2003.

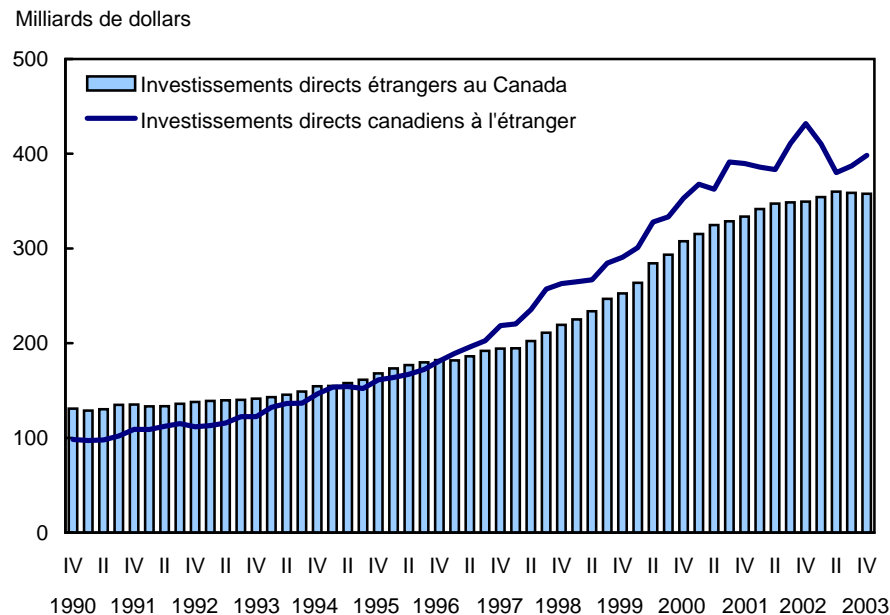
Les actifs américains ne représentaient que 41 % de l'investissement direct canadien total à l'étranger, soit la plus faible proportion jamais enregistrée. Les investisseurs américains comptaient pour environ 64 % de l'investissement direct étranger au Canada.

La principale raison qui explique l'importante baisse de l'investissement direct à l'étranger est l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères. Comme les investissements directs canadiens à l'étranger sont libellés en devises étrangères, l'appréciation du dollar a fait baisser de 55,0 milliards de dollars la valeur de l'actif détenu à l'étranger.

En 2003, le dollar canadien s'est apprécié de 17,8 % par rapport au dollar américain, de 9,0 % par rapport à la livre sterling, de 9,1 % par rapport au yen japonais et de 1,7 % par rapport à l'euro.

Graphique 4

Position d'investissement direct étranger



Investissement direct à l'étranger : baisse de l'actif aux États-Unis

La valeur en actif d'investissement direct aux États-Unis a diminué de 32,2 milliards de dollars, ou de 16,3 %, pour atteindre 164,9 milliards de dollars.

Une fois de plus, la baisse est attribuable en majeure partie à l'appréciation du dollar canadien, laquelle a entraîné une diminution accélérée de la part américaine sur le total de l'actif en investissement direct.

L'investissement direct canadien à l'étranger ne cesse de s'étendre à différents pays.

La valeur de l'investissement direct canadien dans tous les pays, à l'exclusion des États-Unis, s'est légèrement accrue (de 1,7 milliard de dollars) par rapport à la fin de 2002, pour passer à 234,2 milliards de dollars.

Le réinvestissement de fonds par les sociétés mères canadiennes ainsi qu'une importante acquisition au quatrième trimestre ont plus que compensé l'appréciation du dollar par rapport aux autres devises principales au cours de l'année.

L'investissement direct canadien en France s'est accru considérablement, de 7,1 milliards de dollars (ou de 157 %), pour passer à 11,6 milliards de dollars à la fin de 2003, soit le gain d'investissement le plus important pour un seul pays.

La France se retrouve maintenant parmi les cinq pays de prédilection des investisseurs directs canadiens. Elle suit les États-Unis, le Royaume-Uni, la Barbade et l'Irlande, laquelle constitue le pays de destination qui a connu la plus forte hausse sur une période de quatre ans.

À la fin de 2003, l'actif en investissement direct détenu à l'étranger se trouvait principalement dans l'industrie de la finance et des assurances (42 %), et dans celle des minéraux métalliques (12 %).

Hausse de l'investissement direct étranger au Canada

La hausse de 2,5 % de l'investissement direct étranger au Canada est attribuable en majeure partie à l'injection de capitaux dans les exploitations actuelles par les sociétés mères qui se trouvent à l'étranger. La composante " acquisitions " de l'investissement direct étranger au Canada a été légèrement négative en 2003.

Les investisseurs américains détenaient 228,4 milliards de dollars sous forme d'investissement direct à la fin de 2003, soit une hausse de 5,2 milliards de dollars. À la fin de 2003, le bilan net des investissements directs entre le Canada et les États-Unis était de -63,5 milliards de dollars, un creux record.

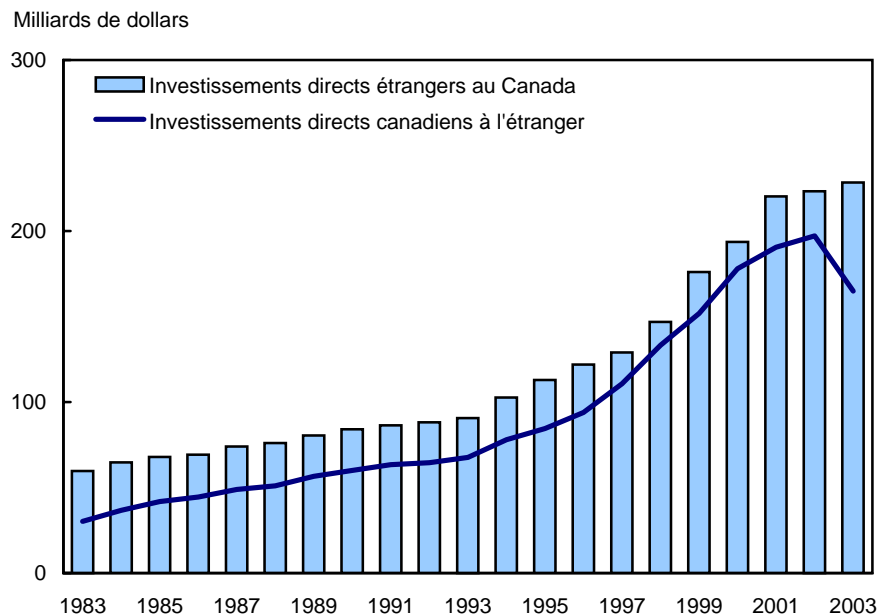
Le bilan net des investissements directs avec les États-Unis n'a jamais été positif, ce qui signifie que l'actif des investisseurs américains au Canada a toujours été supérieur à celui des investisseurs canadiens au sud de la frontière.

Pour une quatrième année consécutive, les pays investisseurs directs les plus importants au Canada étaient les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, les Pays Bas et le Japon. Ensemble, ces cinq pays détenaient un peu plus de 87 % de l'investissement direct au Canada à la fin de 2003.

L'industrie de la finance et des assurances comptait pour 19 % de l'investissement direct étranger au Canada à la fin de 2003, suivi de l'industrie de l'énergie, qui représentait 17 % du total.

Graphique 5

Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits
67F0001M	Division de la balance des paiements - Documents de recherche
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que de sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux de Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993
67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services - Cinquième édition : le coup d'envoi

67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger - Mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

3760037	Bilan des investissements internationaux, annuel
3760038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, annuel
3760039	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille, annuel
3760040	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille au Canada, par secteur, annuel
3760041	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, annuel
3760042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien, par secteur, trimestriel
3760051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, données annuelles
3760053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie et pays, données annuelles
3760054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi, données annuelles
3760055	Bilan des investissements internationaux, données trimestrielles
3760056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, données trimestrielles
3760057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur, données trimestrielles
3760058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, données mensuelles
3760059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur, trimestriel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1501	Transactions, avoirs et engagements - or et argent
1506	Transactions entre le Canada et les autres pays (BP21F)
1507	Transactions entre le Canada et les autres pays (BP-21AF)
1510	Investissements effectués au Canada par des sociétés étrangères (BP-22F)
1511	Investissements effectués au Canada par des sociétés étrangères (BP-22AF)
1516	Mouvements de capitaux entre les sociétés d'assurance constituées au Canada et leurs sociétés affiliées et agences étrangères, leurs comptes en banque et d'autres sociétés ou personnes à l'extérieur du Canada
1517	Mouvements de capitaux entre les succursales canadiennes de sociétés d'assurances et étrangères enregistrées au Canada et le siège social ou les autres sièges, sociétés ou personnes en dehors du Canada
1518	Déclaration des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires du Canada sur les transactions avec des non-résidents
1519	Opérations avec des non-résidents sur des valeurs mobilières
1520	Opérations à terme avec des non-résidents
1522	Répartition géographique du capital
1523	Structure des sociétés canadiennes dans l'entreprise déclarante
1525	Détails de certaines émissions de dette obligataire et de certains prêts consentis par les banques étrangères
1526	Répartition géographique de certaine dette à long terme au Canada des banques canadiennes et des filiales canadiennes consolidées
1529	Capitaux investis à l'étranger par les entreprises canadiennes
1530	Capitaux investis dans les sociétés étrangères au deuxième degré par les entreprises canadiennes
1531	Investissements canadiens dans des sociétés non canadiennes
1532	Investissement au Canada des sociétés étrangères en nom collectif
1538	Investissement de portefeuille des Canadiens à l'étranger

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Canada : Données économiques et financières (FMI)*
- *Le Canada en statistiques - Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Le Canada en statistiques – Indicateurs économiques, par provinces et territoires (mensuel et trimestriel)*
- *Indicateurs économiques - Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (1999 - 2000)

	V No. (A)	V No. (T)	1999				2000			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	264 868	266 940	284 510	290 730	302 414	330 561	338 552	356 506
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	31 895	28 498	29 947	30 734	32 552	32 773	37 727	35 640
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	34 266	30 528	32 388	32 586	34 226	34 095	38 679	37 429
Actions étrangères	v235399	v20862971	127 813	131 561	142 819	149 040	151 579	160 356	163 693	173 572
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	256 364	278 152	282 541	339 811	353 535	363 288	364 793	359 802
Total	v235423	v20862965	159 708	160 059	172 766	179 774	184 131	193 129	201 420	209 212
Autres investissements :										
Prêts ²	v235406	v20862977	54 074	52 014	54 328	56 011	52 308	59 547	61 109	60 520
Provisions	v235397	v20862980	-10 803	-10 817	-10 939	-10 945	-10 769	-10 904	-10 969	-10 970
Dépôts ³	v235407	v20862983	99 139	93 550	106 037	101 680	97 379	105 991	107 594	101 448
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	37 653	37 599	38 362	41 463	45 099	44 814	46 049	47 801
Autres actifs ⁴	v235408	v20862989	59 753	58 772	57 833	58 634	60 080	61 487	61 709	63 060
Total	v235424	v20862974	239 817	231 118	245 621	246 842	244 097	260 936	265 492	261 860
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	664 393	658 117	702 897	717 346	730 642	784 626	805 464	827 578
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			795 315	806 738	845 060	909 969	934 272	988 880	1 007 516	1 015 597
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁵	v235412	v20862995	225 061	233 678	246 857	252 563	266 405	289 603	301 246	319 116
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁶	v235413	v20863001	397 012	392 132	394 530	389 392	380 581	379 786	377 228	372 440
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	417 386	406 159	409 361	406 322	398 568	398 811	396 334	387 805
Actions canadiennes	v235414	v20863004	63 793	66 587	68 250	69 070	78 268	83 456	87 893	87 116
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	146 188	164 636	170 258	209 630	248 364	269 402	274 125	213 854
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	35 515	30 965	28 461	27 675	30 712	28 445	24 987	27 961
Total	v235425	v20862998	496 320	489 683	491 242	486 138	489 561	491 687	490 107	487 517
Autres investissements :										
Emprunts ⁷	v235415	v20863013	55 586	54 194	56 464	57 002	57 769	59 338	60 281	60 675
Dépôts ⁸	v235417	v20863016	162 326	141 074	144 856	144 757	142 153	148 264	144 559	147 751
Autres passifs ⁹	v235418	v20863019	20 669	21 081	20 815	20 564	21 565	21 592	21 818	21 356
Total	v235426	v20863010	238 582	216 348	222 135	222 323	221 486	229 194	226 658	229 781
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	959 964	939 709	960 234	961 024	977 453	1 010 485	1 018 011	1 036 415
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 062 732	1 051 786	1 077 072	1 118 513	1 165 535	1 215 455	1 223 350	1 178 517
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-295 570	-281 591	-257 337	-243 677	-246 811	-225 859	-212 548	-208 837
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-267 417	-245 048	-232 012	-208 544	-231 263	-226 575	-215 834	-162 920

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (2001 - 2002)

	V No. (A)	V No. (T)	2001				2002			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	374 375	372 403	399 191	398 855	396 783	389 462	415 054	429 633
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	37 662	35 750	38 918	38 585	40 189	40 837	43 445	42 973
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	39 606	36 897	41 279	39 973	40 547	41 871	46 496	45 118
Actions étrangères	v235399	v20862971	183 670	182 339	196 454	198 841	201 111	200 968	210 564	213 562
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	344 860	359 143	321 137	363 562	377 678	330 252	291 255	316 285
Total	v235423	v20862965	221 331	218 088	235 372	237 426	241 300	241 805	254 010	256 535
Autres investissements :										
Prêts ²	v235406	v20862977	59 186	60 643	63 125	68 573	68 753	64 727	65 917	71 878
Provisions	v235397	v20862980	-11 582	-11 513	-11 697	-11 851	-11 850	-11 727	-11 872	-11 918
Dépôts ³	v235407	v20862983	104 975	93 314	93 212	108 929	110 297	105 131	106 070	103 077
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	51 808	49 228	52 318	53 327	53 660	55 231	55 758	56 230
Autres actifs ⁴	v235408	v20862989	65 312	64 803	64 929	66 398	65 875	63 031	66 697	69 574
Total	v235424	v20862974	269 701	256 474	261 886	285 376	286 734	276 393	282 571	288 841
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	865 407	846 965	896 450	921 657	924 817	907 660	951 635	975 009
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 028 542	1 024 917	1 023 493	1 087 766	1 101 742	1 037 978	1 035 376	1 079 877
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁵	v235412	v20862995	326 493	336 255	338 851	341 011	346 608	349 961	348 253	348 917
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁶	v235413	v20863001	390 519	385 472	402 051	426 875	432 813	423 797	443 695	448 148
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	414 856	406 512	424 844	446 063	462 397	452 597	478 339	481 176
Actions canadiennes	v235414	v20863004	87 859	78 645	78 457	78 139	77 166	79 596	78 277	79 607
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	182 813	181 121	148 913	164 387	161 478	149 087	121 779	130 134
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 251	23 197	19 470	21 463	22 771	22 880	21 294	25 189
Total	v235425	v20862998	501 629	487 314	499 978	526 477	532 750	526 273	543 266	552 944
Autres investissements :										
Emprunts ⁷	v235415	v20863013	55 955	57 653	61 970	55 071	57 551	53 462	57 457	58 229
Dépôts ⁸	v235417	v20863016	166 824	154 115	172 674	181 055	188 690	183 677	196 493	195 038
Autres passifs ⁹	v235418	v20863019	21 171	21 663	22 007	21 734	22 248	21 830	21 972	22 189
Total	v235426	v20863010	243 950	233 431	256 652	257 860	268 488	258 969	275 921	275 456
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 072 073	1 057 000	1 095 481	1 125 348	1 147 846	1 135 203	1 167 440	1 177 318
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 191 363	1 180 516	1 188 730	1 230 784	1 261 742	1 233 494	1 245 586	1 260 872
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-206 666	-210 035	-199 031	-203 691	-223 029	-227 543	-215 806	-202 309
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-162 821	-155 599	-165 237	-143 018	-160 000	-195 516	-210 210	-180 995

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-3

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays (2003 - 2004)

	V No. (A)	V No. (T)	2003				2004			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	408 337	376 823	383 983	399 134	409 257	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	43 877	43 547	43 773	44 677	47 742	..	..	..
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	46 432	47 170	47 007	47 790	52 038	..	..	..
Actions étrangères	v235399	v20862971	198 662	185 547	189 221	188 787	191 155	..	..	..
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	276 675	293 919	314 341	341 964	348 727	..	..	..
Total	v235423	v20862965	242 539	229 093	232 994	233 463	238 896	..	..	..
Autres investissements :										
Prêts ²	v235406	v20862977	74 437	66 903	60 569	59 286	66 149	..	..	..
Provisions	v235397	v20862980	-12 079	-11 771	-11 796	-11 605	-11 548	..	..	..
Dépôts ³	v235407	v20862983	114 573	103 948	104 323	110 837	115 703	..	..	..
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	50 533	47 173	47 719	45 690	46 116	..	..	..
Autres actifs ⁴	v235408	v20862989	67 530	65 702	70 166	72 178	66 945	..	..	..
Total	v235424	v20862974	294 995	271 954	270 981	276 386	283 366	..	..	..
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	945 871	877 870	887 958	908 983	931 519	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 026 439	989 866	1 016 312	1 065 274	1 093 388	..	..	..
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁵	v235412	v20862995	354 712	359 541	358 732	357 548	359 973	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁶	v235413	v20863001	435 294	417 465	408 381	405 323	411 651	..	..	..
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	466 625	456 667	440 906	436 591	453 419	..	..	..
Actions canadiennes	v235414	v20863004	79 487	80 606	82 764	84 707	86 171	..	..	..
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	124 532	139 669	153 823	175 627	175 883	..	..	..
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 180	22 735	20 725	21 388	18 693	..	..	..
Total	v235425	v20862998	537 961	520 806	511 870	511 417	516 515	..	..	..
Autres investissements :										
Emprunts ⁷	v235415	v20863013	55 817	52 704	52 154	53 618	52 808	..	..	..
Dépôts ⁸	v235417	v20863016	204 091	169 988	178 043	183 135	174 598	..	..	..
Autres passifs ⁹	v235418	v20863019	21 964	21 229	21 333	21 219	21 872	..	..	..
Total	v235426	v20863010	281 871	243 922	251 530	257 971	249 278	..	..	..
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 174 545	1 124 269	1 122 132	1 126 937	1 125 765	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 250 920	1 222 534	1 225 716	1 249 125	1 257 246	..	..	..
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-228 673	-246 399	-234 174	-217 954	-194 246	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-224 481	-232 668	-209 404	-183 851	-163 858	..	..	..

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 2

Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1991	63 379	15 262	8 505	2 182	3 548	16 192	30 427	109 068
1992	64 502	12 271	9 071	2 521	3 957	19 370	34 919	111 691
1993	67 677	12 907	11 478	2 845	4 355	23 165	41 843	122 427
1994	77 987	15 038	15 620	3 485	6 635	27 551	53 291	146 315
1995	84 562	16 412	18 106	2 739	7 166	32 251	60 263	161 237
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	190 528	39 786	42 124	7 013	25 170	94 233	168 540	398 855
2002	197 128	40 189	49 052	9 514	29 574	104 178	192 317	429 633
2003 ^p	164 874	40 703	58 374	9 123	26 972	99 087	193 556	399 134

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3

Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
V No.	v235585	v235586	v235587	v235582	v235583	v235584	v235581
millions de dollars							
1991	3 473	22 051	2 794	32 443	10 043	38 264	109 068
1992	3 576	24 198	3 188	32 140	10 263	38 326	111 691
1993	3 727	27 008	4 030	37 353	10 423	39 887	122 427
1994	4 358	32 189	4 681	44 725	12 066	48 297	146 315
1995	5 340	37 219	5 207	48 932	17 892	46 646	161 237
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 839	75 933	25 363	151 635	55 887	81 198	398 855
2002	8 972	83 888	24 224	180 830	59 389	72 331	429 633
2003 ^p	8 315	87 884	22 737	168 501	47 422	64 275	399 134

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1991				
I	97 168	883	-154	729
II	97 797	932	-275	657
III	101 970	721	-143	578
IV	109 068	1 198	-229	969
1992				
I	108 954	961	75	1 036
II	112 233	810	222	1 032
III	115 168	863	-94	770
IV	111 691	748	71	819
1993				
I	113 099	1 403	-117	1 287
II	115 770	1 253	-30	1 223
III	122 465	877	-343	534
IV	122 427	1 165	-217	948
1994				
I	132 266	847	1 053	1 899
II	136 277	1 275	902	2 177
III	136 662	972	1 262	2 235
IV	146 315	1 414	1 095	2 510
1995				
I	153 634	1 092	1 033	2 125
II	154 165	1 302	921	2 223
III	152 202	1 269	1 155	2 425
IV	161 237	1 210	1 575	2 785
1996				
I	163 720	1 285	1 022	2 308
II	167 122	1 476	1 181	2 656
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 375	791	1 423	2 214
II	372 403	1 133	1 718	2 851
III	399 191	857	-130	726
IV	398 855	1 009	-769	240

Tableau 4-1 – suite

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
2002				
I	396 783	1 127	1 606	2 733
II	389 462	1 643	1 344	2 987
III	415 054	1 341	1 890	3 230
IV	429 633	2 020	2 182	4 203
2003 ^p				
I	408 337	1 473	1 008	2 481
II	376 823	1 796	2 178	3 974
III	383 983	1 876	2 293	4 170
IV	399 134	2 029	3 053	5 083
2004 ^p				
I	409 257	1 687	2 497	4 183

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Annuel

Année	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
		millions de dollars		
1991	109 068	3 734	-802	2 933
1992	111 691	3 383	274	3 657
1993	122 427	4 697	-705	3 992
1994	146 315	4 508	4 313	8 821
1995	161 237	4 873	4 684	9 558
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	398 855	3 790	2 242	6 032
2002	429 633	6 130	7 022	13 153
2003 ^p	399 134	7 175	8 533	15 707

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5

Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1991	7 910	1 179	369	107	174	1 531	2 181	11 270
1992	10 002	833	280	402	126	1 291	2 099	12 934
1993	12 661	1 906	1 001	462	101	1 370	2 934	17 501
1994	11 857	2 917	1 247	615	132	1 549	3 543	18 317
1995	11 207	3 526	1 170	1 064	172	1 683	4 089	18 822
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 532	1 907	4 598	713	2 134	5 699	13 145	38 585
2002	27 244	1 918	4 987	384	2 301	6 138	13 810	42 973
2003 ^p	28 250	1 952	5 474	390	2 357	6 253	14 475	44 677

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6

Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1991	31 882	2 911	1 443	1 154	624	1 300	4 521	39 314
1992	36 188	3 262	1 536	1 350	696	1 716	5 298	44 748
1993	40 654	3 919	1 958	2 134	826	3 445	8 363	52 936
1994	46 946	5 165	2 919	3 571	1 208	5 483	13 181	65 291
1995	49 053	5 752	4 015	4 617	1 986	6 523	17 140	71 946
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	106 616	22 061	32 881	14 008	10 895	12 380	70 164	198 841
2002	116 162	24 663	35 304	13 604	13 193	10 636	72 737	213 562
2003 ^p	97 300	22 621	34 942	12 459	12 358	9 106	68 865	188 787

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7

Réerves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réerves officielles internationales
V No.	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1991	10 908	5 360	750	1 827	684	19 530
1992	9 994	1 929	608	1 320	1 284	15 135
1993	13 151	684	385	1 406	1 255	16 882
1994	13 588	736	278	1 609	1 276	17 488
1995	16 544	682	242	1 606	1 695	20 769
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8

Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres ¹ actifs
V No.	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1991	5 168	29 488	34 656
1992	5 263	35 231	40 494
1993	5 326	44 035	49 361
1994	6 237	51 242	57 479
1995	6 587	51 909	58 496
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 883	54 515	66 398
2002	12 268	57 307	69 574
2003 ^p	11 028	61 150	72 178

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9

 Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1991	86 396	16 224	14 908	5 596	6 803	5 308	32 615	135 234
1992	88 161	16 799	15 056	5 962	6 913	5 027	32 958	137 918
1993	90 600	15 872	15 732	6 249	7 312	5 727	35 021	141 493
1994	102 629	14 693	16 824	6 587	7 989	5 873	37 273	154 594
1995	112 948	14 097	21 778	6 987	5 827	6 529	41 122	168 167
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	220 211	26 476	65 966	7 893	10 893	9 572	94 324	341 011
2002	223 217	27 591	67 537	8 904	11 499	10 169	98 109	348 917
2003 ^p	228 383	27 066	69 659	9 686	11 883	10 871	102 099	357 548

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10

 Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
V No.	v235600	v235601	v235602	v235597	v235598	v235599	v235596
millions de dollars							
1991	7 902	31 706	18 212	25 939	10 363	41 112	135 234
1992	8 895	30 062	18 496	26 873	10 807	42 785	137 918
1993	9 109	30 846	20 641	26 685	11 010	43 203	141 493
1994	9 598	29 959	24 638	28 119	14 417	47 864	154 594
1995	10 010	29 061	25 305	29 086	16 885	57 820	168 167
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 477	74 934	46 619	68 611	25 728	110 641	341 011
2002	15 149	79 742	48 277	65 312	27 332	113 104	348 917
2003 ^p	15 159	83 470	47 160	67 882	28 267	115 610	357 548

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11-1

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1991				
I	128 774	993	-660	334
II	130 311	934	-577	357
III	134 929	644	68	712
IV	135 234	1 416	-2 072	-656
1992				
I	133 333	864	-502	362
II	133 505	946	-230	717
III	136 078	630	-478	152
IV	137 918	1 854	-2 302	-448
1993				
I	139 111	739	458	1 198
II	139 728	822	972	1 794
III	140 186	786	223	1 009
IV	141 493	1 267	-186	1 081
1994				
I	143 029	878	-33	845
II	145 595	1 466	758	2 224
III	148 880	710	1 431	2 141
IV	154 594	1 420	535	1 955
1995				
I	154 783	1 113	1 521	2 634
II	157 821	1 114	2 807	3 921
III	161 457	911	2 309	3 219
IV	168 167	1 429	1 294	2 723
1996				
I	173 429	1 573	993	2 566
II	176 962	1 491	1 960	3 452
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 493	1 897	4 657	6 555
II	336 255	2 003	4 706	6 708
III	338 851	1 940	1 834	3 774
IV	341 011	3 129	-195	2 934

Tableau 11-1 – suite

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfiques, paiements
2002				
I	346 608	1 938	2 329	4 267
II	349 961	1 662	2 209	3 870
III	348 253	1 954	3 143	5 097
IV	348 917	4 185	1 866	6 051
2003^p				
I	354 712	1 999	4 068	6 067
II	359 541	2 821	1 413	4 234
III	358 732	2 078	2 344	4 422
IV	357 548	2 811	1 488	4 299
2004^p				
I	359 973	1 946	2 917	4 863

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11-2

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Annuel

Année	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfiques, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1991	135 234	3 987	-3 241	746
1992	137 918	4 295	-3 512	782
1993	141 493	3 614	1 467	5 081
1994	154 594	4 473	2 692	7 165
1995	168 167	4 567	7 930	12 497
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	341 011	8 969	11 002	19 972
2002	348 917	9 739	9 546	19 285
2003 ^p	357 548	9 708	9 313	19 022

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
V No. (T)	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1991								
I	62 527	16 589	28 876	42 216	31 554	11 812	193 574	
II	65 156	16 780	29 483	41 350	31 563	12 715	197 046	
III	66 495	18 413	31 055	42 788	32 356	13 522	204 630	
IV	68 088	21 502	33 165	45 047	33 290	14 462	215 555	
1992								
I	73 987	18 692	33 576	45 928	32 360	14 559	219 102	
II	79 329	19 848	34 833	48 371	33 151	15 284	230 816	
III	84 770	19 796	36 649	51 073	34 300	16 923	243 511	
IV	89 664	19 247	35 444	50 269	32 797	16 755	244 176	
1993								
I	98 314	24 012	41 296	52 612	33 049	18 342	267 625	
II	101 795	25 244	41 232	52 164	32 815	19 286	272 536	
III	115 590	27 193	43 275	49 488	34 465	19 958	289 967	
IV	115 724	26 371	41 370	47 906	33 523	18 810	283 705	
1994								
I	128 486	28 990	45 684	45 487	36 527	21 476	306 650	
II	133 541	26 697	47 584	43 344	36 635	23 709	311 509	
III	131 434	28 887	48 347	45 251	36 296	26 676	316 890	
IV	132 430	27 449	49 104	45 455	37 192	25 241	316 871	
1995								
I	135 199	26 517	50 855	47 799	38 308	26 972	325 649	
II	138 805	30 548	50 254	46 234	37 733	27 639	331 213	
III	142 780	31 459	49 897	45 079	37 126	28 011	334 352	
IV	147 067	33 079	49 704	44 372	37 959	28 615	340 794	
1996								
I	150 370	30 823	49 694	42 334	37 119	28 810	339 150	
II	155 582	32 835	48 206	43 079	35 536	29 929	345 167	
III	158 069	30 513	48 981	44 231	34 846	28 576	345 215	
IV	165 584	34 376	48 660	46 071	33 049	27 935	355 675	
1997								
I	166 691	34 605	48 497	45 117	32 725	28 481	356 115	
II	167 617	36 967	47 739	46 758	33 087	28 880	361 048	
III	175 359	35 429	47 749	47 490	31 883	28 281	366 190	
IV	179 874	34 888	48 051	45 366	30 564	29 156	367 899	
1998								
I	180 747	32 758	50 210	43 651	31 155	31 412	369 934	
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	380 833	
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	394 433	
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	405 772	
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	397 012	
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	392 132	
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	394 531	
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	389 392	
2000								
I	192 205	36 336	51 428	40 355	30 388	29 870	380 581	
II	191 954	41 187	48 668	40 054	29 291	28 631	379 786	
III	195 429	39 115	48 761	38 369	27 853	27 700	377 228	
IV	194 720	39 033	48 504	35 892	26 782	27 509	372 440	
2001								
I	215 085	42 201	47 220	35 127	25 465	25 422	390 519	
II	216 444	40 297	46 674	34 499	23 635	23 922	385 472	
III	224 167	42 394	50 805	36 678	24 358	23 650	402 051	
IV	248 956	44 912	51 604	34 191	23 707	23 505	426 875	

Tableau 12 – suite

 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
2002								
I	257 278	44 766	51 375	32 970	22 977	23 447	130 769	432 813
II	249 561	47 141	52 416	30 647	21 771	22 261	127 095	423 797
III	263 670	49 616	54 428	30 889	22 130	22 962	130 409	443 695
IV	264 524	51 116	54 775	32 059	22 406	23 268	132 508	448 148
2003^p								
I	253 580	56 567	52 434	29 115	21 010	22 589	125 148	435 294
II	238 005	52 626	52 878	31 471	20 269	22 215	126 833	417 465
III	229 225	52 965	52 682	32 075	18 634	22 799	126 190	408 381
IV	229 586	50 916	53 753	31 616	18 182	21 270	124 821	405 323
2004^p								
I	235 941	52 829	53 253	28 904	18 414	22 310	122 881	411 651

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 13

 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable

Année	Flux nets de capitaux	Autres facteurs						Variation nette de la valeur comptable des obligations canadiennes	Total des obligations canadiennes, valeur comptable	Variation nette de la valeur au marché des obligations canadiennes	Valeur au marché des obligations canadiennes
		Évaluation due au taux de change				Tous les autres facteurs	Autres facteurs				
		Dollars des États-Unis	Yen japonais	Autres devises	Évaluation due au taux de change						
V No.	v236429	v236432	v236433	v236434	v236431	v236435	v236430	v236428	v236509	v236530	
	millions de dollars										
1991	28 063	190	77	454	721	-1 365	-644	27 419	215 555	35 208	220 526
1992	18 766	8 143	1 024	-168	9 000	856	9 856	28 622	244 176	28 366	248 892
1993	31 446	4 669	1 929	167	6 765	1 317	8 082	39 528	284 140	54 928	303 820
1994	15 995	7 430	2 479	4 524	14 434	2 303	16 736	32 731	316 871	13 362	317 182
1995	30 730	-3 769	-1 789	1 467	-4 091	-1 811	-5 902	24 827	341 698	43 605	360 787
1996	17 953	783	-2 708	-1 565	-3 490	1 691	-1 799	16 154	357 852	13 751	374 538
1997	6 166	7 297	-1 957	-2 358	2 982	899	3 881	10 047	367 898	28 134	402 672
1998	10 337	12 988	5 282	5 174	23 444	4 092	27 536	37 873	405 772	45 087	447 759
1999	2 602	-11 737	971	-7 751	-18 517	-464	-18 981	-16 380	389 392	-41 437	406 322
2000	-21 458	7 422	-1 663	-939	4 819	-313	4 506	-16 952	372 440	-18 517	387 805
2001	41 733	13 049	-1 357	678	12 369	332	12 702	54 434	426 875	58 258	446 063
2002	18 684	-2 464	1 608	6 337	5 481	-2 891	2 590	21 274	448 148	35 113	481 176
2003 ^p	7 000	-44 037	-1 604	-1 709	-47 351	-2 474	-49 825	-42 826	405 323	-44 585	436 591

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-1

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236511	v236522	v236514	v236523	v235614	v236524	v236438	v236521
V No. (T)	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1991								
I	57 635	57 182	43 707	45 935	4 113	4 254	105 455	107 370
II	56 960	56 622	46 683	49 080	4 206	4 365	107 849	110 067
III	60 496	59 967	50 130	52 592	4 244	4 391	114 870	116 950
IV	64 159	63 691	53 712	56 140	4 362	4 500	122 234	124 330
1992								
I	63 571	63 031	55 967	58 024	4 308	4 493	123 846	125 548
II	65 022	64 763	62 019	64 064	4 412	4 601	131 452	133 428
III	67 835	66 702	67 072	69 054	4 769	4 945	139 675	140 702
IV	68 659	68 109	69 573	71 627	4 719	4 873	142 951	144 608
1993								
I	80 939	79 717	77 949	87 145	4 781	5 309	163 669	172 171
II	80 074	79 320	81 103	90 136	4 871	5 395	166 048	174 851
III	81 410	80 496	90 700	99 806	5 265	5 779	177 374	186 082
IV	77 491	77 282	89 972	98 819	5 139	5 618	172 602	181 719
1994								
I	79 321	77 912	99 346	98 651	5 613	5 607	184 281	182 170
II	80 498	79 954	102 827	102 597	5 871	5 845	189 195	188 396
III	82 820	82 146	106 692	106 534	5 933	5 894	195 445	194 573
IV	75 698	75 328	109 748	109 961	6 030	5 988	191 476	191 276
1995								
I	73 677	73 159	117 841	126 121	6 645	7 144	198 163	206 424
II	81 542	81 295	115 707	123 779	6 324	6 802	203 573	211 877
III	86 841	86 126	113 724	121 242	6 080	6 514	206 645	213 881
IV	87 588	86 755	115 119	122 379	6 291	6 721	208 998	215 854
1996								
I	84 195	83 080	117 704	124 525	6 315	6 941	208 214	214 545
II	89 906	89 247	115 129	121 645	6 195	6 776	211 229	217 668
III	89 891	89 200	115 032	121 499	6 160	6 752	211 083	217 451
IV	95 885	95 552	116 781	122 264	6 238	6 820	218 904	224 636
1997								
I	91 754	98 799	116 396	126 472	6 120	6 722	214 270	231 993
II	93 844	98 937	115 992	126 114	5 912	6 484	215 749	231 535
III	97 122	105 314	116 878	126 852	5 856	6 397	219 856	238 563
IV	92 761	100 294	114 266	125 376	5 962	6 477	212 989	232 146
1998								
I	94 271	102 383	112 340	124 219	5 854	6 414	212 465	233 016
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 142	119 346	126 813	5 687	5 988	211 620	226 942
II	86 678	91 474	113 805	119 270	5 511	5 789	205 993	216 532
III	87 275	93 064	114 726	119 826	5 453	5 723	207 454	218 613
IV	91 131	100 201	112 496	116 905	5 434	5 664	209 062	222 770
2000								
I	85 679	89 797	108 475	114 335	5 171	5 416	199 326	209 547
II	85 844	90 699	108 005	113 252	5 141	5 373	198 990	209 324
III	82 015	87 037	106 497	112 565	5 160	5 420	193 672	205 021
IV	81 198	84 726	105 005	111 262	4 979	5 208	191 182	201 196

Tableau 14-1 – suite

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
2001								
I	83 909	88 785	106 230	115 190	4 758	5 022	194 897	208 996
II	79 434	82 920	103 220	110 402	4 406	4 641	187 059	197 963
III	77 229	82 245	108 325	116 449	4 350	4 586	189 904	203 280
IV	74 717	80 010	108 474	116 594	4 589	4 782	187 780	201 387
2002								
I	74 036	78 122	107 080	117 487	4 384	4 605	185 500	200 214
II	72 493	76 262	104 364	114 261	4 131	4 326	180 988	194 848
III	75 056	81 357	107 720	120 198	4 128	4 300	186 904	205 855
IV	79 986	86 521	112 090	124 807	3 655	3 802	195 731	215 130
2003^p								
I	83 041	89 501	105 469	116 648	3 582	3 749	192 092	209 897
II	78 973	87 761	103 193	115 838	3 395	3 545	185 561	207 144
III	63 090	69 038	103 878	113 493	3 152	3 288	170 120	185 819
IV	58 368	64 096	101 618	110 676	3 217	3 349	163 203	178 121
2004^p								
I	57 034	64 571	101 856	113 025	3 165	3 346	162 055	180 941

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-2

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236512	v236526	v236515	v236527	v235615	v236528	v236439	v236525
V No. (T)	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1991								
I	8 731	9 267	30 043	32 121	321	334	39 095	41 721
II	8 342	8 843	30 890	32 959	318	329	39 550	42 131
III	8 617	9 102	30 778	32 744	330	339	39 725	42 185
IV	9 508	10 029	32 308	34 179	332	343	42 148	44 551
1992								
I	9 622	10 183	34 195	36 097	275	286	44 092	46 566
II	9 839	10 355	36 002	37 768	306	316	46 147	48 439
III	10 373	10 866	35 871	37 398	322	331	46 567	48 594
IV	9 695	10 128	33 603	35 417	280	288	43 578	45 833
1993								
I	9 879	10 715	36 085	41 876	323	349	46 287	52 940
II	11 052	11 896	35 391	41 167	303	326	46 745	53 389
III	11 541	12 288	36 547	42 343	312	332	48 400	54 963
IV	11 320	12 016	35 730	41 384	257	278	47 307	53 678
1994								
I	12 126	11 812	38 620	39 574	0	0	50 745	51 386
II	12 669	12 427	39 102	39 854	0	0	51 772	52 281
III	12 507	12 294	39 533	40 542	0	0	52 039	52 836
IV	12 995	12 798	41 396	42 022	0	0	54 391	54 820
1995								
I	12 567	13 003	42 148	47 883	0	0	54 715	60 886
II	12 350	12 616	40 675	44 607	0	0	53 025	57 223
III	12 054	12 481	39 556	44 052	0	0	51 610	56 532
IV	11 092	11 403	39 763	43 322	0	0	50 854	54 726
1996								
I	10 464	10 589	37 865	41 625	0	0	48 330	52 214
II	10 911	11 042	37 693	42 062	0	0	48 604	53 104
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332

Tableau 14-2 – suite

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
2001								
I	15 348	16 074	29 339	33 864	0	0	44 687	49 938
II	15 272	15 915	28 183	32 131	0	0	43 454	48 046
III	16 530	17 241	28 539	32 727	0	0	45 069	49 968
IV	16 943	17 570	27 581	31 754	0	0	44 524	49 324
2002								
I	20 438	21 282	26 524	31 846	0	0	46 962	53 128
II	22 119	22 963	24 014	29 478	0	0	46 134	52 441
III	26 291	27 508	24 624	30 950	0	0	50 915	58 458
IV	28 334	29 399	24 626	30 555	0	0	52 960	59 954
2003^p								
I	30 113	30 977	21 961	27 737	0	0	52 074	58 714
II	33 008	34 029	20 384	26 312	25	26	53 417	60 367
III	35 472	36 044	19 711	24 779	26	26	55 208	60 849
IV	36 845	37 273	19 348	24 070	25	26	56 218	61 369
2004^p								
I	40 587	41 812	19 459	24 973	32	32	60 077	66 817

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés privées		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
V No. (T)	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1991						
I	144 550	149 091	49 024	50 132	193 574	199 223
II	147 399	152 198	49 648	50 722	197 046	202 920
III	154 596	159 135	50 034	50 816	204 629	209 951
IV	164 382	168 881	51 173	51 645	215 555	220 526
1992						
I	167 938	172 114	51 164	52 299	219 102	224 413
II	177 599	181 867	53 217	54 249	230 816	236 117
III	186 242	189 296	57 269	57 950	243 511	247 246
IV	186 529	190 441	57 647	58 451	244 176	248 892
1993						
I	209 955	225 111	57 925	62 156	267 880	287 268
II	212 794	228 239	60 008	64 364	272 802	292 603
III	225 774	241 045	64 488	68 645	290 262	309 690
IV	219 909	235 397	64 231	68 423	284 140	303 820
1994						
I	235 026	233 556	71 624	70 332	306 650	303 889
II	240 967	240 677	70 542	70 086	311 509	310 763
III	247 484	247 409	69 406	68 963	316 890	316 372
IV	245 867	246 096	71 004	71 085	316 871	317 182
1995						
I	252 878	267 309	73 951	82 009	326 829	349 319
II	256 598	269 100	75 640	83 815	332 238	352 915
III	258 255	270 414	77 272	85 564	335 526	355 978
IV	259 853	270 580	81 845	90 207	341 698	360 787
1996						
I	256 543	266 759	83 467	89 620	340 011	356 380
II	259 833	270 771	86 830	92 961	346 663	363 732
III	259 590	270 679	87 686	93 726	347 276	364 405
IV	267 897	278 904	89 954	95 634	357 852	374 538
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	138 277	372 440	387 805

Tableau 14-3 – suite

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché - Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés privées		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
2001						
I	239 585	258 935	150 934	155 921	390 519	414 856
II	230 513	246 010	154 958	160 502	385 472	406 512
III	234 973	253 248	167 079	171 596	402 051	424 844
IV	232 304	250 711	194 571	195 352	426 875	446 063
2002						
I	232 461	253 342	200 352	209 055	432 813	462 397
II	227 122	247 289	196 675	205 308	423 797	452 597
III	237 819	264 313	205 877	214 026	443 695	478 339
IV	248 691	275 084	199 457	206 091	448 148	481 176
2003^p						
I	244 166	268 611	191 129	198 014	435 294	466 625
II	238 977	267 511	178 488	189 156	417 465	456 667
III	225 328	246 668	183 053	194 238	408 381	440 906
IV	219 422	239 490	185 901	197 100	405 323	436 591
2004^p						
I	222 132	247 758	189 519	205 661	411 651	453 419

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15

Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1991	15 958	683	358	46	355	245	1 004	17 644
1992	16 316	497	394	41	324	329	1 088	17 901
1993	21 825	357	395	38	302	497	1 233	23 415
1994	28 589	609	533	117	285	730	1 665	30 863
1995	34 813	597	521	108	275	778	1 682	37 092
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	69 823	2 419	1 245	25	2 343	2 284	5 897	78 139
2002	72 407	2 492	515	39	2 283	1 871	4 708	79 607
2003 ^p	77 605	1 217	1 639	39	2 477	1 730	5 885	84 707

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
V No. (T)	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1991								
I	10 731	1 507	1 771	754	3 503	5 620	11 648	23 887
II	9 776	2 475	1 769	1 445	3 963	5 374	12 551	24 802
III	10 595	3 461	1 960	2 192	3 861	6 031	14 044	28 100
IV	11 090	4 617	1 675	2 068	4 055	7 031	14 829	30 534
1992								
I	13 464	6 677	3 476	1 492	3 172	7 095	15 235	35 376
II	15 445	6 022	3 914	1 373	3 248	7 060	15 595	37 060
III	16 522	3 309	2 007	1 023	2 876	7 747	13 653	33 483
IV	18 789	4 420	1 661	733	2 684	7 817	12 895	36 104
1993								
I	18 077	5 105	2 323	401	2 566	8 648	13 938	37 119
II	19 104	5 854	2 520	548	3 600	10 049	16 717	41 675
III	19 311	5 097	2 244	588	4 071	10 192	17 095	41 502
IV	21 515	5 773	2 558	361	4 132	11 561	18 612	45 901
1994								
I	21 336	7 093	2 833	456	4 402	11 153	18 844	47 272
II	25 109	9 257	4 164	413	4 608	11 067	20 252	54 618
III	17 787	6 500	3 899	81	4 324	11 539	19 843	44 131
IV	19 398	8 525	2 040	217	5 885	11 465	19 607	47 529
1995								
I	23 139	9 177	2 849	232	5 668	13 252	22 001	54 319
II	19 310	8 935	3 154	120	4 919	14 597	22 790	51 035
III	18 156	10 200	3 200	166	5 207	14 095	22 668	51 024
IV	18 240	9 778	2 334	10	5 071	11 085	18 500	46 519
1996								
I	23 605	11 528	3 294	152	5 414	9 847	18 707	53 841
II	19 447	9 782	2 657	533	5 050	8 785	17 025	46 255
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463

Tableau 16 – suite

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
2002								
I	13 019	4 310	1 268	24	1 157	2 993	5 442	22 771
II	13 503	3 536	1 130	43	1 234	3 433	5 840	22 880
III	12 467	3 544	784	38	877	3 583	5 282	21 294
IV	14 444	3 869	1 269	32	1 701	3 874	6 876	25 189
2003^p								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	23 180
II	12 590	5 597	354	36	416	3 743	4 549	22 735
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	20 725
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	21 388
2004^p								
I	10 968	3 814	435	30	381	3 066	3 912	18 693

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total	
						V No.	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
						millions de dollars
1991	19 781	9 213	932	608	30 534	
1992	21 700	11 212	218	2 974	36 104	
1993	32 792	11 199	729	1 181	45 901	
1994	35 843	9 867	535	1 283	47 529	
1995	30 706	10 366	1 023	2 018	44 113	
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134	
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501	
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269	
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675	
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961	
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463	
2002	9 419	10 659	1 723	3 388	25 189	
2003 ^p	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 18

Autres passifs

Année	Passif ¹ à vue du gouvernement du Canada	Dettes à court terme envers les non-résidents	Passifs autres que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
V No.	v235419	v235421	v235420	v235418
	millions de dollars			
1991	2 176	4 284	8 473	14 933
1992	2 259	4 793	8 658	15 711
1993	2 335	4 432	9 324	16 091
1994	2 323	5 576	9 693	17 592
1995	2 010	6 078	10 179	18 266
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 673	12 291	21 734
2002	780	8 767	12 641	22 189
2003 ^p	485	7 765	12 969	21 219

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-1

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236444		v236445	v236443	v236447		v236448	v236446	v236442
V No. (T)	v20863043		v20863044	v20863042	v20863046		v20863047	v20863045	v20863041
	millions de dollars								
1991									
I	57 635	.	16 093	73 728	0	.	3 288	3 288	77 016
II	56 960	.	15 601	72 561	0	.	3 222	3 222	75 784
III	60 496	.	18 223	78 719	0	.	3 167	3 167	81 885
IV	64 159	.	19 781	83 940	0	.	3 464	3 464	87 404
1992									
I	63 571	.	23 012	86 583	0	.	3 525	3 525	90 109
II	65 022	.	22 734	87 755	0	.	3 482	3 482	91 237
III	67 835	.	19 404	87 239	0	.	3 482	3 482	90 720
IV	68 659	.	21 700	90 359	0	.	3 621	3 621	93 981
1993									
I	80 939	.	24 787	105 726	0	.	3 685	3 685	109 411
II	80 074	.	28 332	108 407	0	.	3 553	3 553	111 960
III	81 410	.	30 132	111 542	0	.	3 599	3 599	115 140
IV	77 491	.	32 792	110 282	0	.	3 750	3 750	114 032
1994									
I	79 321	.	33 970	113 291	0	.	3 822	3 822	117 113
II	80 498	.	40 394	120 892	0	.	3 841	3 841	124 733
III	82 820	.	33 251	116 071	0	.	3 675	3 675	119 746
IV	75 698	.	35 843	111 541	0	.	3 918	3 918	115 459
1995									
I	73 677	.	38 433	112 110	0	.	3 620	3 620	115 730
II	81 542	.	34 082	115 624	0	.	3 489	3 489	119 113
III	86 841	.	34 874	121 716	0	.	3 319	3 319	125 035
IV	87 588	.	30 706	118 295	0	.	3 592	3 592	121 887
1996									
I	84 195	.	35 309	119 504	0	.	3 457	3 457	122 961
II	89 906	.	28 863	118 768	0	.	3 404	3 404	122 172
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365

Tableau 19-1 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	7 270	81 306	0	.	2 439	2 439	83 745
II	72 493	.	8 159	80 652	0	.	2 393	2 393	83 045
III	75 056	.	8 029	83 085	0	.	2 392	2 392	85 476
IV	79 986	.	9 419	89 405	0	.	2 452	2 452	91 857
2003^p									
I	83 041	.	9 216	92 257	0	.	2 202	2 202	94 459
II	78 973	.	10 578	89 551	0	.	2 016	2 016	91 566
III	63 090	.	10 614	73 704	0	.	2 008	2 008	75 712
IV	58 368	.	10 521	68 889	0	.	1 986	1 986	70 876
2004^p									
I	57 034	.	8 636	65 670	0	.	2 187	2 187	67 857

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-2

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
V No. (T)	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1991									
I	43 707	.	2 425	46 132	2 433	.	69	2 502	48 634
II	46 683	.	2 173	48 855	2 385	.	69	2 454	51 309
III	50 130	.	2 305	52 435	2 399	.	69	2 468	54 903
IV	53 712	.	2 988	56 700	2 560	.	69	2 628	59 328
1992									
I	55 967	.	4 317	60 283	2 623	.	57	2 680	62 963
II	62 019	.	4 762	66 781	2 770	.	57	2 827	69 607
III	67 072	.	4 203	71 275	2 764	.	57	2 822	74 097
IV	69 573	.	4 678	74 251	2 450	.	57	2 507	76 758
1993									
I	77 949	.	3 881	81 830	2 717	.	46	2 763	84 593
II	81 103	.	4 471	85 574	2 651	.	46	2 697	88 271
III	90 700	.	3 593	94 292	2 958	.	46	3 004	97 297
IV	89 972	.	4 908	94 880	2 666	.	46	2 712	97 592
1994									
I	99 346	.	4 343	103 690	3 005	.	34	3 039	106 729
II	102 827	.	5 469	108 296	3 109	.	34	3 143	111 439
III	106 692	.	3 905	110 598	3 602	.	34	3 636	114 234
IV	109 748	.	3 924	113 671	3 877	.	34	3 912	117 583
1995									
I	117 841	.	3 767	121 608	4 440	.	23	4 463	126 071
II	115 707	.	4 984	120 691	4 420	.	23	4 443	125 134
III	113 724	.	4 527	118 250	3 625	.	23	3 648	121 898
IV	115 119	.	4 421	119 540	3 403	.	23	3 425	122 966
1996									
I	117 704	.	3 977	121 681	3 272	.	11	3 283	124 964
II	115 129	.	3 384	118 513	2 880	.	11	2 892	121 404
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394

Tableau 19-2 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	106 230	.	3 275	109 505	1 765	.	0	1 765	111 271
II	103 220	.	4 109	107 329	1 710	.	0	1 710	109 039
III	108 325	.	3 090	111 415	1 864	.	0	1 864	113 279
IV	108 474	.	3 586	112 060	1 720	.	0	1 720	113 779
2002									
I	107 080	.	3 557	110 638	1 562	.	0	1 562	112 200
II	104 364	.	4 036	108 400	1 648	.	0	1 648	110 049
III	107 720	.	3 371	111 091	1 695	.	0	1 695	112 786
IV	112 090	.	3 446	115 536	1 727	.	0	1 727	117 263
2003^p									
I	105 469	.	1 396	106 865	1 406	.	0	1 406	108 271
II	103 193	.	1 538	104 731	1 272	.	0	1 272	106 003
III	103 878	.	1 129	105 007	1 126	.	0	1 126	106 134
IV	101 618	.	1 473	103 091	1 122	.	0	1 122	104 214
2004^p									
I	101 856	.	1 275	103 131	1 169	.	0	1 169	104 300

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-3

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236457				v236458				v236456
V No. (T)	v20863056				v20863057				v20863055
millions de dollars									
1991									
I	4 113	.	.	4 113	168	.	.	168	4 281
II	4 206	.	.	4 206	160	.	.	160	4 366
III	4 244	.	.	4 244	167	.	.	167	4 411
IV	4 362	.	.	4 362	180	.	.	180	4 542
1992									
I	4 308	.	.	4 308	173	.	.	173	4 480
II	4 412	.	.	4 412	180	.	.	180	4 592
III	4 769	.	.	4 769	197	.	.	197	4 966
IV	4 719	.	.	4 719	144	.	.	144	4 864
1993									
I	4 781	.	.	4 781	148	.	.	148	4 929
II	4 871	.	.	4 871	147	.	.	147	5 018
III	5 265	.	.	5 265	157	.	.	157	5 421
IV	5 139	.	.	5 139	148	.	.	148	5 287
1994									
I	5 613	.	.	5 613	208	.	.	208	5 822
II	5 871	.	.	5 871	212	.	.	212	6 083
III	5 933	.	.	5 933	200	.	.	200	6 132
IV	6 030	.	.	6 030	208	.	.	208	6 238
1995									
I	6 645	.	.	6 645	161	.	.	161	6 806
II	6 324	.	.	6 324	156	.	.	156	6 480
III	6 080	.	.	6 080	137	.	.	137	6 217
IV	6 291	.	.	6 291	129	.	.	129	6 420
1996									
I	6 315	.	.	6 315	131	.	.	131	6 446
II	6 195	.	.	6 195	128	.	.	128	6 323
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095

Tableau 19-3 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003^p									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 395	.	.	3 395	68	.	.	68	3 463
III	3 152	.	.	3 152	73	.	.	73	3 225
IV	3 217	.	.	3 217	72	.	.	72	3 290
2004^p									
I	3 165	.	.	3 165	75	.	.	75	3 240

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-4

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
V No. (T)	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1991									
I	105 455	.	18 518	123 973	2 601	.	3 357	5 958	129 931
II	107 849	.	17 774	125 623	2 545	.	3 291	5 836	131 459
III	114 870	.	20 528	135 398	2 566	.	3 235	5 801	141 199
IV	122 234	.	22 769	145 003	2 740	.	3 533	6 273	151 275
1992									
I	123 846	.	27 329	151 174	2 796	.	3 582	6 378	157 552
II	131 452	.	27 496	158 948	2 949	.	3 539	6 488	165 436
III	139 675	.	23 607	163 282	2 962	.	3 539	6 501	169 783
IV	142 951	.	26 378	169 330	2 594	.	3 678	6 273	175 602
1993									
I	163 669	.	28 668	192 337	2 865	.	3 731	6 596	198 933
II	166 048	.	32 803	198 851	2 798	.	3 599	6 398	205 249
III	177 374	.	33 725	211 099	3 115	.	3 644	6 759	217 858
IV	172 602	.	37 699	210 302	2 813	.	3 796	6 609	216 911
1994									
I	184 281	.	38 313	222 594	3 213	.	3 856	7 070	229 664
II	189 195	.	45 863	235 058	3 321	.	3 875	7 196	242 254
III	195 445	.	37 157	232 601	3 801	.	3 709	7 510	240 111
IV	191 476	.	39 767	231 243	4 085	.	3 952	8 037	239 279
1995									
I	198 163	.	42 200	240 363	4 601	.	3 643	8 244	248 607
II	203 573	.	39 066	242 639	4 577	.	3 512	8 089	250 728
III	206 645	.	39 401	246 046	3 762	.	3 342	7 104	253 150
IV	208 998	.	35 128	244 126	3 532	.	3 615	7 146	251 272
1996									
I	208 214	.	39 286	247 499	3 403	.	3 468	6 871	254 370
II	211 229	.	32 247	243 476	3 008	.	3 415	6 424	249 900
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854

Tableau 19-4 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	194 897	.	13 373	208 271	1 877	.	2 530	4 407	212 678
II	187 059	.	13 144	200 203	1 817	.	2 302	4 119	204 322
III	189 904	.	9 120	199 024	1 982	.	2 373	4 356	203 380
IV	187 780	.	11 025	198 805	1 793	.	2 329	4 121	202 926
2002									
I	185 500	.	10 827	196 327	1 634	.	2 439	4 073	200 400
II	180 988	.	12 195	193 183	1 724	.	2 393	4 117	197 300
III	186 904	.	11 400	198 304	1 773	.	2 392	4 165	202 469
IV	195 731	.	12 865	208 596	1 806	.	2 452	4 258	212 854
2003^p									
I	192 092	.	10 612	202 704	1 481	.	2 202	3 683	206 386
II	185 561	.	12 116	197 677	1 339	.	2 016	3 355	201 032
III	170 120	.	11 743	181 863	1 199	.	2 008	3 207	185 071
IV	163 203	.	11 995	175 198	1 195	.	1 986	3 181	178 379
2004^p									
I	162 055	.	9 911	171 966	1 245	.	2 187	3 431	175 397

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-5

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236461		v236462	v236460	v236464	v236465	v236466	v236463	v236459
V No. (T)	v20863068		v20863069	v20863067	v20863071	v20863072	v20863073	v20863070	v20863066
	millions de dollars								
1991									
I	8 731	.	3 126	11 857	280	447	897	1 624	13 481
II	8 342	.	4 984	13 326	276	469	876	1 620	14 947
III	8 617	.	5 686	14 303	144	505	745	1 394	15 697
IV	9 508	.	5 898	15 406	173	435	777	1 385	16 792
1992									
I	9 622	.	5 785	15 407	172	349	797	1 317	16 725
II	9 839	.	6 090	15 929	166	585	768	1 520	17 449
III	10 373	.	6 601	16 974	178	421	740	1 339	18 314
IV	9 695	.	6 105	15 799	177	371	711	1 259	17 058
1993									
I	9 879	.	5 767	15 646	185	277	556	1 017	16 663
II	11 052	.	6 116	17 168	196	301	481	979	18 147
III	11 541	.	5 641	17 181	109	228	406	744	17 925
IV	11 320	.	5 716	17 036	107	345	332	784	17 819
1994									
I	12 126	.	4 852	16 977	115	383	313	810	17 788
II	12 669	.	4 964	17 633	116	383	297	796	18 429
III	12 507	.	4 923	17 430	75	321	281	677	18 107
IV	12 995	.	5 309	18 304	98	476	265	840	19 144
1995									
I	12 567	.	5 695	18 262	98	863	243	1 204	19 466
II	12 350	.	5 437	17 787	96	602	231	928	18 716
III	12 054	.	5 570	17 624	94	720	218	1 032	18 656
IV	11 092	.	5 171	16 263	0	453	205	658	16 921
1996									
I	10 464	.	6 178	16 643	0	270	190	460	17 102
II	10 911	.	6 051	16 962	0	230	182	412	17 374
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489

Tableau 19-5 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	15 348	.	6 777	22 125	0	93	284	377	22 502
II	15 272	.	6 327	21 599	0	107	297	404	22 003
III	16 530	.	6 726	23 256	0	54	418	472	23 728
IV	16 943	.	6 782	23 725	0	73	365	438	24 163
2002									
I	20 438	.	8 246	28 684	0	63	372	435	29 119
II	22 119	.	7 146	29 265	0	114	328	442	29 708
III	26 291	.	5 899	32 190	0	78	266	343	32 534
IV	28 334	.	7 198	35 532	0	177	212	389	35 922
2003^p									
I	30 113	.	7 108	37 221	0	58	166	224	37 444
II	33 008	.	6 046	39 053	0	104	166	271	39 324
III	35 472	.	5 246	40 718	0	78	158	236	40 954
IV	36 845	.	4 922	41 767	0	80	148	227	41 994
2004^p									
I	40 587	.	4 628	45 214	0	102	47	149	45 363

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-6

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
V No. (T)	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
	millions de dollars								
1991									
I	30 043	.	320	30 363	418	.	34	452	30 815
II	30 890	.	270	31 160	412	.	21	433	31 593
III	30 778	.	330	31 108	418	.	11	429	31 537
IV	32 308	.	327	32 635	431	.	1	431	33 066
1992									
I	34 195	.	732	34 927	378	.	0	378	35 305
II	36 002	.	867	36 869	339	.	2	341	37 211
III	35 871	.	661	36 532	418	.	2	419	36 952
IV	33 603	.	429	34 032	338	.	0	338	34 370
1993									
I	36 085	.	370	36 454	352	.	0	352	36 806
II	35 391	.	424	35 815	369	.	0	369	36 184
III	36 547	.	429	36 976	228	.	0	228	37 203
IV	35 730	.	576	36 306	212	.	0	212	36 518
1994									
I	38 620	.	878	39 498	241	.	0	241	39 738
II	39 102	.	1 199	40 301	250	.	0	250	40 551
III	39 533	.	822	40 355	242	.	0	242	40 596
IV	41 396	.	634	42 030	251	.	0	251	42 281
1995									
I	42 148	.	2 026	44 174	174	.	0	174	44 349
II	40 675	.	1 966	42 641	175	.	0	175	42 815
III	39 556	.	1 924	41 480	146	.	0	146	41 626
IV	39 763	.	773	40 536	138	.	0	138	40 674
1996									
I	37 865	.	2 203	40 068	132	.	0	132	40 201
II	37 693	.	2 431	40 124	130	.	0	130	40 254
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191

Tableau 19-6 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	29 339	.	12	29 351	0	.	423	423	29 775
II	28 183	.	4	28 187	0	.	279	279	28 466
III	28 539	.	12	28 551	0	.	303	303	28 854
IV	27 581	.	24	27 605	0	.	204	204	27 809
2002									
I	26 524	.	15	26 538	0	.	128	128	26 666
II	24 014	.	81	24 096	0	.	99	99	24 195
III	24 624	.	86	24 710	0	.	102	102	24 812
IV	24 626	.	15	24 641	0	.	128	128	24 769
2003^p									
I	21 961	.	186	22 147	0	.	146	146	22 293
II	20 384	.	159	20 543	0	.	162	162	20 705
III	19 711	.	12	19 723	0	.	136	136	19 859
IV	19 348	.	4	19 352	0	.	130	130	19 482
2004^p									
I	19 459	.	0	19 459	0	.	121	121	19 580

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-7

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236475				v236476				v236474
V No. (T)	v20863082				v20863083				v20863081
millions de dollars									
1991									
I	321	.	.	321	.	.	0	0	321
II	318	.	.	318	.	.	0	0	318
III	330	.	.	330	.	.	0	0	330
IV	332	.	.	332	.	.	0	0	332
1992									
I	275	.	.	275	.	.	9	9	283
II	306	.	.	306	.	.	9	9	314
III	322	.	.	322	.	.	9	9	331
IV	280	.	.	280	.	.	9	9	289
1993									
I	323	.	.	323	.	.	0	0	323
II	303	.	.	303	.	.	0	0	303
III	312	.	.	312	.	.	0	0	312
IV	257	.	.	257	.	.	0	0	257
1994									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1995									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1996									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0

Tableau 19-7 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003^p									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004^p									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-8

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236495		v236496	v236494	v236498	v236499	v236500	v236497	v236493
V No. (T)	v20863060		v20863061	v20863059	v20863063	v20863064	v20863065	v20863062	v20863058
	millions de dollars								
1991									
I	39 095	.	3 446	42 542	698	447	931	2 076	44 618
II	39 550	.	5 254	44 804	688	469	896	2 053	46 857
III	39 725	.	6 016	45 741	562	505	756	1 823	47 565
IV	42 148	.	6 226	48 374	604	435	778	1 817	50 190
1992									
I	44 092	.	6 517	50 609	551	349	805	1 704	52 313
II	46 147	.	6 957	53 104	506	585	779	1 870	54 974
III	46 567	.	7 263	53 829	596	421	750	1 767	55 596
IV	43 578	.	6 534	50 111	515	371	720	1 606	51 717
1993									
I	46 287	.	6 137	52 424	536	277	556	1 369	53 792
II	46 745	.	6 541	53 286	565	301	481	1 348	54 634
III	48 400	.	6 069	54 469	337	228	406	972	55 441
IV	47 307	.	6 292	53 598	319	345	332	996	54 594
1994									
I	50 745	.	5 730	56 475	355	383	313	1 051	57 526
II	51 772	.	6 162	57 934	367	383	297	1 046	58 980
III	52 039	.	5 745	57 785	316	321	281	919	58 704
IV	54 391	.	5 943	60 334	349	476	265	1 090	61 424
1995									
I	54 715	.	7 721	62 436	272	863	243	1 378	63 814
II	53 025	.	7 403	60 428	271	602	231	1 103	61 531
III	51 610	.	7 494	59 104	240	720	218	1 178	60 282
IV	50 854	.	5 944	56 799	138	453	205	796	57 595
1996									
I	48 330	.	8 381	56 711	132	270	190	592	57 303
II	48 604	.	8 482	57 086	130	230	182	542	57 628
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680

Tableau 19-8 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	44 687	.	6 789	51 476	0	93	707	800	52 276
II	43 454	.	6 331	49 786	0	107	576	683	50 468
III	45 069	.	6 738	51 807	0	54	722	776	52 582
IV	44 524	.	6 807	51 331	0	73	569	642	51 972
2002									
I	46 962	.	8 261	55 222	0	63	500	563	55 786
II	46 134	.	7 227	53 361	0	114	428	542	53 903
III	50 915	.	5 985	56 900	0	78	368	446	57 346
IV	52 960	.	7 213	60 173	0	177	340	517	60 690
2003^p									
I	52 074	.	7 294	59 367	0	58	313	370	59 737
II	53 417	.	6 205	59 622	0	104	328	432	60 054
III	55 208	.	5 258	60 466	0	78	294	372	60 838
IV	56 218	.	4 926	61 144	0	80	278	357	61 502
2004^p									
I	60 077	.	4 628	64 705	0	102	168	270	64 975

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-9

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations et des entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236503		v236504	v236502	v236506	v236507	v236508	v236505	v236501
V No. (T)	v20863028		v20863029	v20863027	v20863031	v20863032	v20863033	v20863030	v20863026
	millions de dollars								
1991									
I	144 550	.	21 964	166 514	3 300	447	4 288	8 034	174 549
II	147 399	.	23 028	170 427	3 233	469	4 187	7 889	178 316
III	154 596	.	26 544	181 139	3 128	505	3 991	7 625	188 764
IV	164 382	.	28 995	193 376	3 344	435	4 311	8 089	201 465
1992									
I	167 938	.	33 846	201 783	3 346	349	4 388	8 082	209 866
II	177 599	.	34 453	212 052	3 455	585	4 318	8 358	220 410
III	186 242	.	30 870	217 112	3 558	421	4 289	8 268	225 379
IV	186 529	.	32 912	219 441	3 110	371	4 398	7 879	227 319
1993									
I	209 955	.	34 805	244 760	3 401	277	4 287	7 965	252 725
II	212 794	.	39 344	252 137	3 364	301	4 080	7 745	259 883
III	225 774	.	39 794	265 568	3 452	228	4 051	7 731	273 299
IV	219 909	.	43 991	263 900	3 132	345	4 128	7 605	271 505
1994									
I	235 026	.	44 043	279 069	3 569	383	4 169	8 121	287 190
II	240 967	.	52 026	292 992	3 687	383	4 172	8 242	301 235
III	247 484	.	42 902	290 386	4 118	321	3 990	8 429	298 815
IV	245 867	.	45 710	291 576	4 434	476	4 217	9 127	300 704
1995									
I	252 878	.	49 921	302 799	4 874	863	3 886	9 623	312 421
II	256 598	.	46 469	303 067	4 847	602	3 743	9 192	312 259
III	258 255	.	46 895	305 150	4 001	720	3 560	8 282	313 432
IV	259 853	.	41 072	300 925	3 669	453	3 820	7 942	308 867
1996									
I	256 543	.	47 667	304 210	3 535	270	3 658	7 463	311 674
II	259 833	.	40 729	300 562	3 138	230	3 597	6 966	307 528
III	259 590	.	40 397	299 987	3 092	176	3 471	6 740	306 727
IV	267 897	.	33 762	301 660	2 997	168	3 406	6 572	308 231
1997									
I	263 225	.	36 422	299 647	2 754	201	3 424	6 378	306 025
II	265 501	.	30 654	296 155	2 455	115	3 394	5 963	302 118
III	268 679	.	29 832	298 511	2 276	131	3 355	5 762	304 273
IV	260 448	.	32 595	293 043	2 064	120	3 576	5 761	298 804
1998									
I	260 239	.	31 729	291 967	2 006	114	3 416	5 536	297 503
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	245 385	.	25 573	270 957	2 223	89	3 109	5 421	276 379
II	244 252	.	24 299	268 551	2 208	163	2 958	5 330	273 881
III	238 335	.	21 404	259 739	2 062	79	2 897	5 037	264 776
IV	235 738	.	22 743	258 481	1 959	66	3 027	5 052	263 533

Tableau 19-9 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations et des entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	239 585	.	20 162	259 747	1 877	93	3 237	5 207	264 954
II	230 513	.	19 475	249 988	1 817	107	2 878	4 802	254 790
III	234 973	.	15 858	250 831	1 982	54	3 095	5 131	255 962
IV	232 304	.	17 831	250 135	1 793	73	2 897	4 763	254 898
2002									
I	232 461	.	19 088	251 549	1 634	63	2 939	4 636	256 186
II	227 122	.	19 423	246 545	1 724	114	2 821	4 659	251 203
III	237 819	.	17 386	255 204	1 773	78	2 760	4 610	259 815
IV	248 691	.	20 078	268 769	1 806	177	2 792	4 775	273 544
2003^p									
I	244 166	.	17 906	262 071	1 481	58	2 514	4 053	266 124
II	238 977	.	18 321	257 298	1 339	104	2 343	3 787	261 086
III	225 328	.	17 001	242 330	1 199	78	2 303	3 579	245 909
IV	219 422	.	16 921	236 342	1 195	80	2 264	3 539	239 881
2004^p									
I	222 132	.	14 539	236 671	1 245	102	2 354	3 701	240 372

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-10

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Sociétés privées

Année	Sociétés privées								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236479	v236480	v236481	v236478	v236483	v236484	v236485	v236482	v236477
V No. (T)	v20863086	v20863087	v20863088	v20863085	v20863090	v20863091	v20863092	v20863089	v20863084
	millions de dollars								
1991									
I	49 024	19 253	1 923	70 200	37 672	95 279	9 992	142 943	213 143
II	49 648	18 416	1 773	69 837	37 648	89 446	10 253	137 348	207 185
III	50 034	18 262	1 556	69 852	37 523	88 845	10 366	136 733	206 585
IV	51 173	17 644	1 540	70 357	39 031	92 600	10 622	142 253	212 611
1992									
I	51 164	17 727	1 531	70 422	40 426	90 488	10 440	141 353	211 776
II	53 217	17 583	2 607	73 406	41 437	94 307	10 724	146 468	219 874
III	57 269	17 225	2 613	77 108	43 397	99 615	11 278	154 290	231 398
IV	57 647	17 901	3 192	78 740	45 211	96 133	11 313	152 658	231 398
1993									
I	57 925	18 975	2 314	79 214	44 649	85 725	11 731	142 105	221 319
II	60 008	20 379	2 331	82 718	44 934	82 541	12 084	139 559	222 277
III	64 488	22 415	1 708	88 611	45 591	86 413	12 504	144 508	233 119
IV	64 231	23 415	1 910	89 556	44 455	91 034	11 964	147 453	237 009
1994									
I	71 624	26 212	3 229	101 066	43 859	95 947	12 513	152 319	253 385
II	70 542	27 896	2 592	101 030	42 510	104 829	12 982	160 321	261 351
III	69 406	30 036	1 229	100 670	40 977	102 029	13 097	156 103	256 773
IV	71 004	30 863	1 819	103 686	40 221	117 402	13 374	170 997	274 683
1995									
I	73 951	32 033	3 658	109 641	40 388	126 735	14 346	181 469	291 110
II	75 640	33 482	3 401	112 524	41 438	115 976	14 200	171 614	284 137
III	77 272	35 022	2 080	114 373	41 588	103 407	14 686	159 681	274 054
IV	81 845	37 092	3 041	121 978	45 142	108 854	14 447	168 443	290 422
1996									
I	83 467	39 527	3 768	126 763	45 614	106 409	14 412	166 435	293 197
II	86 830	43 520	3 167	133 517	49 031	108 636	14 700	172 367	305 884
III	87 686	44 871	3 733	136 290	48 707	107 971	13 804	170 481	306 771
IV	89 954	47 301	4 371	141 627	48 047	126 668	13 801	188 517	330 144
1997									
I	92 891	47 111	5 401	145 403	51 670	145 709	14 876	212 255	357 658
II	95 546	47 651	4 768	147 966	56 038	147 272	15 439	218 748	366 714
III	97 511	49 494	5 493	152 498	55 770	137 738	15 383	208 891	361 389
IV	107 450	51 402	7 906	166 758	49 611	165 237	15 020	229 868	396 626
1998									
I	109 695	54 376	9 054	173 126	50 135	171 165	15 059	236 358	409 484
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	135 196	78 268	5 140	218 604	55 545	142 064	18 456	216 065	434 669
II	135 534	83 456	4 146	223 136	57 130	148 101	18 634	223 864	447 000
III	138 893	87 893	3 583	230 369	58 220	144 480	18 921	221 621	451 990
IV	136 702	87 116	5 219	229 037	58 716	147 684	18 329	224 729	453 766

Tableau 19-10 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Sociétés privées

Année	Sociétés privées								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	150 934	87 859	3 089	241 883	54 078	166 731	17 934	238 743	480 626
II	154 958	78 645	3 722	237 326	55 836	154 009	18 785	228 629	465 955
III	167 079	78 457	3 611	249 148	59 988	172 620	18 913	251 521	500 668
IV	194 571	78 139	3 632	276 342	53 279	180 982	18 836	253 097	529 439
2002									
I	200 352	77 166	3 683	281 201	55 916	188 626	19 309	263 852	545 052
II	196 675	79 596	3 457	279 729	51 738	183 563	19 010	254 310	534 039
III	205 877	78 277	3 908	288 062	55 684	196 415	19 212	271 311	559 372
IV	199 457	79 607	5 111	284 175	56 423	194 861	19 397	270 681	554 856
2003^p									
I	191 129	79 487	5 274	275 890	54 336	204 034	19 449	277 819	553 708
II	178 488	80 606	4 413	263 507	51 365	169 884	18 886	240 135	503 643
III	183 053	82 764	3 723	269 540	50 955	177 965	19 030	247 951	517 491
IV	185 901	84 707	4 467	275 075	52 423	183 055	18 955	254 433	529 508
2004^p									
I	189 519	86 171	4 154	279 844	51 563	174 496	19 518	245 577	525 421

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-11

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v21113622 v21113614	v21113623 v21113615	v21113624 v21113616	v21113621 v21113613	v21113626 v21113618	v21113627 v21113619	v21113628 v21113620	v21113625 v21113617	v236441 v20863025
millions de dollars									
1991									
I	193 574	19 253	23 887	236 714	40 971	95 726	14 280	150 530	387 245
II	197 046	18 416	24 802	240 264	40 881	89 915	14 440	144 767	385 031
III	204 629	18 262	28 100	250 991	40 651	89 350	14 357	143 853	394 844
IV	215 555	17 644	30 534	263 733	42 375	93 035	14 933	150 342	414 076
1992									
I	219 102	17 727	35 376	272 206	43 772	90 837	14 827	149 087	421 293
II	230 816	17 583	37 060	285 459	44 892	94 892	15 042	154 241	439 699
III	243 511	17 225	33 483	294 219	46 955	100 036	15 567	162 136	456 356
IV	244 176	17 901	36 104	298 181	48 321	96 504	15 711	160 537	458 718
1993									
I	267 880	18 975	37 119	323 974	48 050	86 001	16 018	149 793	473 767
II	272 802	20 379	41 675	334 855	48 297	82 843	16 165	147 003	481 859
III	290 262	22 415	41 502	354 179	49 043	86 641	16 555	152 011	506 190
IV	284 140	23 415	45 901	353 456	47 588	91 379	16 091	155 058	508 514
1994									
I	306 650	26 212	47 272	380 135	47 428	96 329	16 682	160 057	540 192
II	311 509	27 896	54 618	394 023	46 197	105 212	17 155	168 181	562 203
III	316 890	30 036	44 131	391 056	45 095	102 350	17 087	164 211	555 267
IV	316 871	30 863	47 529	395 262	44 654	117 878	17 592	180 124	575 387
1995									
I	326 829	32 033	53 579	412 440	45 261	127 597	18 233	190 229	602 669
II	332 238	33 482	49 871	415 591	46 285	116 577	17 942	180 204	595 794
III	335 526	35 022	48 975	419 523	45 590	104 128	18 246	167 243	586 766
IV	341 698	37 092	44 113	422 903	48 812	109 308	18 266	176 386	599 289
1996									
I	340 011	39 527	51 435	430 973	49 149	106 679	18 070	173 628	604 601
II	346 663	43 520	43 896	434 079	52 170	108 866	18 297	179 103	613 182
III	347 276	44 871	44 130	436 277	51 799	108 147	17 275	177 045	613 322
IV	357 852	47 301	38 134	443 287	51 045	126 836	17 207	195 088	638 375
1997									
I	356 115	47 111	41 823	445 050	54 424	145 910	18 300	218 433	663 483
II	361 048	47 651	35 422	444 121	58 493	147 387	18 832	224 596	668 717
III	366 190	49 494	35 325	451 009	58 046	137 869	18 738	214 522	665 530
IV	367 898	51 402	40 501	459 801	51 676	165 357	18 596	235 629	695 430
1998									
I	369 934	54 376	40 783	465 093	52 141	171 279	18 474	241 780	706 873
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	380 581	78 268	30 712	489 561	57 769	142 153	21 565	221 486	711 048
II	379 786	83 456	28 445	491 687	59 338	148 264	21 592	229 194	720 881
III	377 228	87 893	24 987	490 107	60 281	144 559	21 818	226 658	716 766
IV	372 440	87 116	27 961	487 517	60 675	147 751	21 356	229 781	717 299

Tableau 19-11 – suite

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
2001									
I	390 519	87 859	23 251	501 629	55 955	166 824	21 171	243 950	745 580
II	385 472	78 645	23 197	487 314	57 653	154 115	21 663	233 431	720 745
III	402 051	78 457	19 470	499 978	61 970	172 674	22 007	256 652	756 630
IV	426 875	78 139	21 463	526 477	55 071	181 055	21 734	257 860	784 337
2002									
I	432 813	77 166	22 771	532 750	57 551	188 690	22 248	268 488	801 238
II	423 797	79 596	22 880	526 273	53 462	183 677	21 830	258 969	785 242
III	443 695	78 277	21 294	543 266	57 457	196 493	21 972	275 921	819 187
IV	448 148	79 607	25 189	552 944	58 229	195 038	22 189	275 456	828 401
2003^p									
I	435 294	79 487	23 180	537 961	55 817	204 091	21 964	281 871	819 832
II	417 465	80 606	22 735	520 806	52 704	169 988	21 229	243 922	764 728
III	408 381	82 764	20 725	511 870	52 154	178 043	21 333	251 530	763 400
IV	405 323	84 707	21 388	511 417	53 618	183 135	21 219	257 971	769 389
2004^p									
I	411 651	86 171	18 693	516 515	52 808	174 598	21 872	249 278	765 793

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1

Dette extérieure brute, position - Total, tous les secteurs

V No.	Total, tous les secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542	
	millions de dollars												
2002													
IV	25 189	32 816	195 038	7 201	2 346	262 591	448 148	25 413	12 641	486 203	68 740	817 533	
2003 P													
I	23 180	32 499	204 091	7 260	2 181	269 211	435 294	23 318	12 523	471 135	69 503	809 849	
II	22 735	31 111	169 988	6 704	1 928	232 466	417 465	21 594	12 597	451 655	67 202	751 324	
III	20 725	31 316	178 043	6 634	1 876	238 594	408 381	20 838	12 824	442 043	67 027	747 663	
IV	21 388	33 138	183 135	6 279	1 971	245 910	405 323	20 480	12 969	438 772	66 067	750 748	
2004 P													
I	18 693	32 478	174 598	6 564	2 257	234 591	411 651	20 330	13 051	445 031	63 251	742 872	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2

Dette extérieure brute au Canada, position - Administrations publiques

V No.	Administrations publiques											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561	v21386554	v21386554	
	millions de dollars												
2002													
IV	12 865	0	..	..	780	13 645	195 731	1 806	1 671	199 209	..	212 854
2003 P													
I	10 612	0	..	..	630	11 242	192 092	1 481	1 572	195 144	..	206 386
II	12 116	0	..	..	544	12 660	185 561	1 339	1 471	188 371	..	201 032
III	11 743	0	..	..	504	12 248	170 120	1 199	1 504	172 823	..	185 071
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	163 203	1 195	1 502	165 900	..	178 379
2004 P													
I	9 911	0	..	..	674	10 585	162 055	1 245	1 513	164 812	..	175 397

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3

Dette extérieure brute au Canada, position - Autorités monétaires

V No.	Autorités monétaires										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572		v21386565
	millions de dollars											
2002												
IV	..	..	177	..	..	177	..	..	..	..	..	177
2003 P												
I	..	..	58	..	..	58	..	..	..	..	..	58
II	..	..	104	..	..	104	..	..	..	..	..	104
III	..	..	78	..	..	78	..	..	..	..	..	78
IV	..	..	80	..	..	80	..	..	..	..	..	80
2004 P												
I	..	..	102	..	..	102	..	..	..	..	..	102

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4

Dette extérieure brute au Canada, position - Banques

V No.	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583		v21386576
	millions de dollars											
2002												
IV	578	..	194 861	..	..	195 440	2 856	..	..	2 856	..	198 296
2003 P												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	2 715	..	..	2 715	..	208 191
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	2 033	..	..	2 033	..	173 323
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 052	..	..	2 052	..	181 073
IV	1 796	..	183 055	..	..	184 851	2 026	..	..	2 026	..	186 878
2004 P												
I	2 370	..	174 496	..	..	176 866	2 016	..	..	2 016	..	178 882

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5

Dette extérieure brute au Canada, position - Autres secteurs

	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme							
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
V No.	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	11 745	32 816	..	7 201	1 566	53 329	249 561	23 607	10 970	284 138	68 740	406 206	
2003 P													
I	11 126	32 499	..	7 260	1 550	52 435	240 487	21 837	10 951	273 275	69 503	395 213	
II	9 213	31 111	..	6 704	1 384	48 412	229 871	20 254	11 126	261 251	67 202	376 865	
III	7 926	31 316	..	6 634	1 372	47 248	236 208	19 639	11 320	267 167	67 027	381 442	
IV	7 597	33 138	..	6 279	1 487	48 500	240 093	19 285	11 467	270 846	66 067	385 412	
2004 P													
I	6 413	32 478	..	6 564	1 583	47 038	247 580	19 085	11 538	278 202	63 251	388 491	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total		
					Prêts ²	Provisions						
V No. (A) V No. (T)	v235428 v20862963	v235430 v20862969	v235431 v20862972	v235445 v20862966	v235433 v20862978	v235429 v20862981	v235434 v20862984	v235432 v20862987	v235435 v20862990	v235446 v20862975	v235427 v20862960	
	millions de dollars											
1991												
I	60 850	7 190	25 737	32 927	3 048	-73	23 000	10 206	8 290	44 472	138 248	
II	61 845	7 750	28 175	35 925	2 892	-72	22 147	11 177	8 889	45 034	142 804	
III	61 783	8 182	29 196	37 378	3 039	-71	24 407	11 764	9 505	48 644	147 805	
IV	63 379	7 910	31 882	39 792	3 498	-77	24 191	9 682	9 447	46 740	149 912	
1992												
I	64 004	8 833	33 762	42 594	3 186	-74	21 708	9 638	10 975	45 431	152 030	
II	63 043	9 417	34 209	43 626	4 364	-75	23 972	10 371	10 702	49 333	156 002	
III	63 458	10 472	35 168	45 641	5 205	-78	28 213	7 990	11 505	52 835	161 933	
IV	64 502	10 002	36 188	46 190	3 367	-101	27 181	9 163	10 877	50 486	161 179	
1993												
I	62 842	10 569	36 789	47 358	3 603	-100	21 845	11 213	13 217	49 778	159 978	
II	64 566	11 432	38 021	49 453	3 322	-102	18 953	10 240	12 280	44 694	158 712	
III	67 212	11 501	40 242	51 744	4 168	-106	25 664	10 300	15 272	55 297	174 253	
IV	67 677	12 661	40 654	53 315	3 991	-175	18 696	12 315	14 387	49 214	170 206	
1994												
I	72 096	13 593	43 761	57 354	4 239	-183	21 250	11 212	15 491	52 009	181 459	
II	73 357	13 273	44 864	58 137	4 974	-183	29 561	12 150	17 584	64 084	195 579	
III	73 026	11 884	44 288	56 172	4 952	-178	25 548	17 082	18 743	66 147	195 345	
IV	77 987	11 857	46 946	58 803	3 979	-245	30 105	13 146	17 845	64 830	201 620	
1995												
I	79 746	13 308	47 777	61 085	5 656	-245	30 795	15 570	18 559	70 335	211 166	
II	79 808	12 024	47 373	59 397	6 995	-240	33 539	14 412	18 833	73 539	212 745	
III	79 061	12 021	46 899	58 919	6 091	-234	34 626	15 891	17 551	73 924	211 905	
IV	84 562	11 207	49 053	60 260	14 223	-376	34 909	14 894	17 410	81 059	225 881	
1996												
I	87 238	10 780	50 213	60 993	13 148	-375	33 371	17 251	18 682	82 076	230 307	
II	88 815	9 574	51 310	60 884	16 886	-376	38 352	19 044	23 110	97 017	246 716	
III	90 795	11 411	53 094	64 504	16 316	-375	39 285	20 276	24 454	99 956	255 256	
IV	93 939	12 534	56 335	68 869	17 356	-426	44 295	21 504	21 950	104 678	267 487	
1997												
I	99 011	13 239	57 672	70 912	21 990	-430	43 529	22 643	25 199	112 931	282 854	
II	102 138	12 981	57 051	70 031	22 832	-429	47 899	21 090	24 860	116 252	288 422	
III	104 763	15 283	56 885	72 168	25 047	-429	40 305	20 905	21 892	107 721	284 652	
IV	110 707	16 790	54 523	71 313	27 415	-323	37 988	18 372	25 463	108 915	290 935	
1998												
I	114 101	18 631	55 377	74 008	25 118	-321	43 148	22 862	19 680	110 488	298 598	
II	124 277	16 880	58 918	75 798	24 377	-331	48 888	22 631	21 406	116 971	317 046	
III	134 263	17 964	63 605	81 570	25 472	-346	42 235	16 521	21 514	105 396	321 228	
IV	133 267	20 964	65 102	86 067	23 384	-137	45 372	20 757	20 617	109 993	329 326	
1999												
I	137 410	19 448	65 897	85 345	19 613	-135	41 490	23 445	19 235	103 647	326 402	
II	141 298	16 408	65 554	81 962	16 283	-131	42 509	21 906	18 831	99 398	322 657	
III	147 978	17 656	68 773	86 429	15 887	-131	45 871	21 044	18 557	101 228	335 635	
IV	151 775	17 702	71 355	89 056	19 014	-94	47 996	23 368	19 533	109 817	350 648	
2000												
I	158 093	18 200	75 212	93 413	16 087	-94	51 526	25 326	20 092	112 937	364 442	
II	170 894	18 926	81 507	100 433	21 724	-96	53 971	24 450	20 984	121 032	392 359	
III	174 310	23 715	87 139	110 853	20 349	-98	51 871	24 073	21 428	117 624	402 787	
IV	177 943	21 538	90 714	112 252	21 842	-53	48 904	23 723	22 450	116 866	407 061	
2001												
I	186 083	22 930	98 718	121 648	20 519	-56	52 273	23 873	23 139	119 748	427 479	
II	186 133	21 627	97 492	119 119	20 667	-54	40 086	23 926	24 003	108 629	413 881	
III	193 838	23 584	103 295	126 879	20 358	-56	40 472	22 403	24 124	107 301	428 018	
IV	190 528	23 532	106 616	130 148	25 436	-29	43 047	22 789	24 991	116 235	436 911	
2002												
I	190 742	25 997	110 450	136 447	22 897	-29	46 796	20 697	24 448	114 809	441 998	
II	181 224	27 143	106 871	134 014	24 494	-28	45 092	19 462	22 429	111 449	426 687	
III	187 698	28 717	113 399	142 116	25 088	-29	45 363	20 577	25 372	116 370	446 184	
IV	197 128	27 244	116 162	143 406	28 251	0	44 134	20 484	26 760	119 629	460 162	

Tableau 21-1 – suite

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Actif

Année	Actif										
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements						Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total	
					Prêts ²	Provisions					
2003 p											
I	186 563	27 847	107 229	135 076	24 971	0	51 961	16 575	26 998	120 505	442 144
II	165 796	29 167	98 796	127 963	23 533	0	51 864	13 617	26 416	115 430	409 189
III	166 749	28 293	100 343	128 637	22 137	0	49 491	14 073	30 141	115 842	411 227
IV	164 874	28 250	97 300	125 550	21 937	-5	51 897	13 054	32 549	119 432	409 856
2004 p											
I	168 817	29 938	99 914	129 852	23 254	-5	49 951	13 960	28 189	115 350	414 019

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
V No. (A) V No. (T)	v235437 v20862996	v235438 v20863002	v235439 v20863005	v235441 v20863008	v235447 v20862999	v235440 v20863014	v235442 v20863017	v235443 v20863020	v235448 v20863011	v235436 v20862993	v235444 v20863023
	millions de dollars										
1991											
I	82 396	62 527	17 624	10 731	90 882	15 558	40 382	5 320	61 260	234 538	-96 289
II	83 068	65 156	16 782	9 776	91 713	15 499	37 762	5 499	58 760	233 541	-90 737
III	86 833	66 495	16 481	10 595	93 571	14 943	35 429	5 466	55 838	236 243	-88 437
IV	86 396	68 088	15 958	11 090	95 136	15 819	37 879	5 527	59 225	240 756	-90 845
1992											
I	85 877	73 987	16 095	13 464	103 546	16 049	37 151	5 168	58 368	247 792	-95 762
II	85 079	79 329	15 906	15 445	110 679	15 707	41 609	5 350	62 667	258 425	-102 422
III	86 941	84 770	15 661	16 522	116 952	16 015	42 879	5 688	64 581	268 475	-106 542
IV	88 161	89 664	16 316	18 789	124 769	16 029	40 654	5 543	62 225	275 155	-113 977
1993											
I	88 996	98 312	17 414	18 077	133 803	16 227	34 572	5 684	56 483	279 282	-119 304
II	90 124	101 797	18 809	19 104	139 710	16 436	32 478	5 965	54 879	284 712	-126 000
III	90 327	115 588	20 810	19 311	155 709	16 970	33 260	6 257	56 487	302 523	-128 270
IV	90 600	115 927	21 825	21 515	159 267	16 595	33 284	5 865	55 745	305 612	-135 406
1994											
I	92 730	128 486	24 015	21 336	173 837	16 628	39 170	6 507	62 305	328 872	-147 413
II	95 874	133 541	25 155	25 109	183 805	16 706	42 662	6 874	66 241	345 921	-150 342
III	98 710	131 434	27 296	17 787	176 516	16 667	41 627	6 934	65 229	340 455	-145 110
IV	102 629	132 430	28 589	19 398	180 417	16 169	47 391	7 111	70 671	353 717	-152 097
1995											
I	103 924	134 907	29 890	23 139	187 937	15 987	55 978	7 469	79 435	371 296	-160 130
II	104 929	138 486	31 490	19 310	189 286	16 977	49 075	7 203	73 254	367 469	-154 725
III	107 018	142 594	33 238	18 156	193 988	17 130	45 403	7 499	70 032	371 038	-159 133
IV	112 948	146 504	34 813	18 240	199 557	17 748	43 683	7 102	68 533	381 037	-155 156
1996											
I	116 783	149 661	37 061	23 605	210 328	17 841	41 912	7 051	66 804	393 915	-163 608
II	119 830	155 390	40 571	19 447	215 408	19 966	44 314	7 254	71 534	406 772	-160 056
III	121 081	158 296	41 910	21 231	221 437	20 981	45 116	6 444	72 541	415 059	-159 803
IV	121 943	165 812	44 292	20 680	230 783	19 621	59 761	6 411	85 793	438 518	-171 032
1997											
I	122 777	166 691	44 074	23 122	233 888	21 653	78 755	7 420	107 828	464 493	-181 639
II	125 046	167 617	44 452	20 447	232 516	22 219	77 229	7 863	107 311	464 873	-176 452
III	128 102	175 359	46 431	20 290	242 081	20 758	65 531	7 928	94 217	464 400	-179 748
IV	128 978	179 873	48 259	24 149	252 282	20 036	82 486	7 590	110 112	491 371	-200 436
1998											
I	129 149	180 747	51 218	20 290	252 255	20 092	88 880	7 933	116 905	498 308	-199 710
II	134 900	186 785	53 999	19 589	260 373	21 244	81 602	8 327	111 173	506 446	-189 400
III	141 549	190 558	58 193	23 046	271 797	21 809	85 935	8 503	116 247	529 594	-208 365
IV	146 893	195 133	61 239	22 993	279 365	19 913	95 484	8 409	123 806	550 063	-220 737
1999											
I	151 828	195 738	61 143	19 311	276 191	20 516	81 769	9 591	111 876	539 896	-213 494
II	155 061	195 064	63 599	17 932	276 595	19 555	64 253	9 842	93 650	525 306	-202 649
III	166 478	194 819	64 488	17 192	276 498	20 012	65 395	9 720	95 127	538 103	-202 469
IV	176 045	194 794	65 356	15 934	276 084	20 503	68 200	9 455	98 158	550 286	-199 639
2000											
I	183 490	192 205	74 160	18 115	284 480	19 350	73 085	10 204	102 639	570 609	-206 167
II	198 725	191 954	79 253	17 505	288 712	18 775	76 629	10 154	105 558	592 995	-200 636
III	204 045	195 429	83 013	14 272	292 714	19 630	74 272	10 407	104 310	601 069	-198 282
IV	193 651	194 720	79 993	17 097	291 809	22 496	72 822	9 917	105 234	590 695	-183 634
2001											
I	200 943	215 085	80 038	13 527	308 649	20 111	78 663	9 962	108 736	618 328	-190 849
II	209 202	216 444	70 743	14 719	301 906	21 421	72 111	10 438	103 970	615 077	-201 196
III	213 101	224 167	70 246	11 723	306 136	28 000	81 006	10 582	119 588	638 825	-210 808
IV	220 211	248 956	69 823	13 581	332 360	22 249	89 867	10 228	122 344	674 915	-238 004
2002											
I	224 904	257 278	69 916	13 019	340 213	24 651	97 311	10 468	132 429	697 547	-255 549
II	225 662	249 561	72 526	13 503	335 590	22 230	95 529	10 086	127 846	689 099	-262 411
III	222 699	263 670	71 033	12 467	347 170	21 948	102 182	10 167	134 297	704 166	-257 982
IV	223 217	264 524	72 407	14 444	351 375	22 570	105 316	10 286	138 171	712 764	-252 602

Tableau 21-2 – suite

Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total du passif		
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien		Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵			
2003 p											
I	228 035	253 580	73 143	13 071	339 794	18 593	122 490	10 252	151 334	719 163	-277 019
II	231 185	238 005	74 640	12 590	325 236	17 436	93 512	9 597	120 545	676 965	-267 777
III	229 922	229 225	76 751	11 244	317 221	17 135	100 299	9 656	127 090	674 232	-263 005
IV	228 383	229 586	77 605	13 383	320 574	16 547	105 960	9 415	131 922	680 879	-271 024
2004 p											
I	229 260	235 941	78 611	10 968	325 520	16 706	101 187	9 806	127 699	682 479	-268 460

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total		
					Prêts ²	Provisions						
V No.	v20862964	v20862970	v20862973	v20862967	v20862979	v20862982	v20862985	v20862988	v20862991	v20862976	v20862961	
	millions de dollars											
1991												
I	36 318	3 008	5 563	8 571	21 772	-12 748	32 805	10 208	22 762	74 798	119 687	
II	35 952	3 105	5 717	8 822	21 708	-12 707	29 524	8 384	23 629	70 538	115 312	
III	40 187	3 286	6 396	9 682	21 860	-12 725	28 528	9 452	24 135	71 251	121 120	
IV	45 689	3 360	7 432	10 792	22 123	-11 553	29 882	9 848	25 209	75 509	131 990	
1992												
I	44 950	3 576	7 709	11 285	22 935	-11 488	25 423	8 525	26 101	71 495	127 731	
II	49 190	4 662	9 022	13 684	23 207	-11 537	27 643	7 893	27 189	74 395	137 268	
III	51 710	3 157	9 261	12 418	24 536	-11 623	32 274	7 950	28 370	81 507	145 634	
IV	47 190	2 932	8 560	11 492	24 997	-11 777	29 852	5 972	29 617	78 661	137 343	
1993												
I	50 258	2 617	8 950	11 568	24 461	-11 771	30 276	5 336	30 880	79 182	141 008	
II	51 204	3 035	9 852	12 886	24 961	-11 792	30 437	5 222	32 125	80 954	145 044	
III	55 253	3 761	10 251	14 012	25 884	-11 863	30 998	4 482	34 204	83 705	152 970	
IV	54 750	4 840	12 282	17 122	26 220	-11 987	30 416	4 566	34 974	84 189	156 061	
1994												
I	60 170	5 166	15 749	20 914	27 388	-12 072	32 669	4 320	35 998	88 304	169 388	
II	62 919	5 524	16 736	22 260	26 770	-12 103	33 598	4 297	37 794	90 356	175 535	
III	63 636	6 173	17 033	23 205	26 263	-12 087	37 706	4 132	38 521	94 535	181 376	
IV	68 328	6 460	18 346	24 806	26 861	-11 718	43 028	4 342	39 634	102 146	195 280	
1995												
I	73 889	7 260	20 395	27 655	26 334	-11 736	46 856	5 149	39 604	106 206	207 750	
II	74 356	6 714	21 162	27 875	26 080	-11 753	45 894	6 185	39 746	106 153	208 384	
III	73 140	6 642	21 448	28 089	25 811	-11 721	46 108	5 835	40 771	106 805	208 034	
IV	76 675	7 615	22 892	30 507	28 998	-11 406	45 649	5 875	41 086	110 203	217 385	
1996												
I	76 482	7 533	24 964	32 497	29 020	-11 402	45 479	5 859	38 358	107 314	216 293	
II	78 307	7 658	26 948	34 605	31 750	-11 427	46 799	6 499	37 336	110 957	223 869	
III	81 529	8 046	28 781	36 827	37 224	-11 439	44 990	6 271	34 493	111 539	229 896	
IV	87 299	8 729	30 675	39 404	31 731	-10 936	54 751	6 700	32 697	114 942	241 645	
1997												
I	90 159	9 140	30 562	39 701	36 987	-10 934	57 763	7 313	34 095	125 223	255 083	
II	93 835	9 425	31 595	41 021	42 894	-10 994	57 189	8 257	35 098	132 444	267 299	
III	97 795	10 548	31 006	41 554	45 951	-11 043	56 438	6 847	35 266	133 459	272 808	
IV	107 900	9 796	49 257	59 053	43 223	-10 004	64 116	7 333	36 928	141 595	308 548	
1998												
I	106 172	9 657	49 724	59 380	39 976	-10 038	60 514	8 972	37 282	136 707	302 259	
II	111 191	10 414	52 341	62 755	44 874	-10 162	61 513	6 688	38 782	141 695	315 640	
III	122 978	11 478	56 494	67 972	46 010	-10 396	65 372	13 404	39 945	154 335	345 285	
IV	129 642	12 290	59 049	71 338	37 075	-10 665	73 077	15 164	41 389	156 040	357 021	
1999												
I	127 459	12 447	61 916	74 364	34 461	-10 668	57 649	14 208	40 519	136 169	337 992	
II	125 642	12 090	66 008	78 098	35 731	-10 686	51 041	15 693	39 941	131 721	335 460	
III	136 532	12 292	74 046	86 337	38 441	-10 808	60 166	17 318	39 276	144 393	367 262	
IV	138 956	13 032	77 685	90 718	36 996	-10 851	53 684	18 096	39 101	137 026	366 699	
2000												
I	144 321	14 351	76 367	90 718	36 221	-10 675	45 853	19 773	39 988	131 161	366 200	
II	159 667	13 847	78 849	92 696	37 823	-10 808	52 020	20 365	40 503	139 904	392 267	
III	164 242	14 012	76 554	90 566	40 760	-10 871	55 722	21 976	40 281	147 868	402 677	
IV	178 564	14 102	82 858	96 960	38 679	-10 917	52 545	24 077	40 610	144 994	420 517	
2001												
I	188 292	14 732	84 951	99 683	38 667	-11 526	52 703	27 935	42 174	149 953	437 928	
II	186 269	14 122	84 847	98 969	39 976	-11 459	53 227	25 301	40 800	147 845	433 084	
III	205 353	15 333	93 159	108 493	42 767	-11 641	52 740	29 915	40 805	154 586	468 432	
IV	208 327	15 053	92 225	107 278	43 137	-11 822	65 882	30 538	41 407	169 141	484 745	
2002												
I	206 041	14 192	90 661	104 853	45 856	-11 821	63 501	32 963	41 426	171 925	482 819	
II	208 238	13 694	94 097	107 791	40 233	-11 700	60 039	35 768	40 603	164 944	480 973	
III	227 356	14 728	97 166	111 893	40 829	-11 843	60 707	35 181	41 326	166 201	505 451	
IV	232 506	15 729	97 400	113 129	43 627	-11 918	58 943	35 746	42 815	169 212	514 847	

Tableau 22-1 – suite

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total	
					Prêts ²	Provisions					
2003 p											
I	221 774	16 029	91 434	107 463	49 466	-12 079	62 612	33 959	40 533	174 490	503 727
II	211 027	14 380	86 751	101 131	43 370	-11 771	52 084	33 556	39 286	156 525	468 682
III	217 234	15 479	88 878	104 357	38 431	-11 796	54 833	33 646	40 026	155 140	476 731
IV	234 259	16 427	91 486	107 913	37 349	-11 600	58 940	32 637	39 629	156 954	499 127
2004 p											
I	240 441	17 804	91 241	109 044	42 895	-11 543	65 751	32 156	38 756	168 015	517 500

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
V No.	v20862997	v20863003	v20863006	v20863009	v20863000	v20863015	v20863018	v20863021	v20863012	v20862994	v20863024
	millions de dollars										
1991											
I	46 377	131 047	1 629	13 156	145 832	25 414	54 897	8 960	89 271	281 480	-161 793
II	47 243	131 891	1 635	15 026	148 551	25 382	51 684	8 941	86 007	281 802	-166 490
III	48 096	138 135	1 780	17 505	157 421	25 708	53 416	8 890	88 014	293 531	-172 411
IV	48 838	147 466	1 687	19 445	168 597	26 556	54 721	9 405	90 683	308 118	-176 128
1992											
I	47 455	145 115	1 632	21 913	168 659	27 722	53 337	9 659	90 719	306 834	-179 103
II	48 427	151 487	1 677	21 615	174 779	29 184	52 698	9 692	91 574	314 780	-177 512
III	49 137	158 741	1 584	16 962	177 267	30 940	56 736	9 879	97 555	323 958	-178 324
IV	49 757	154 512	1 585	17 315	173 412	32 293	55 479	10 168	97 940	321 109	-183 767
1993											
I	50 115	169 568	1 561	19 042	190 171	31 823	51 153	10 334	93 310	333 596	-192 588
II	49 605	171 004	1 570	22 571	195 145	31 862	50 063	10 199	92 125	336 875	-191 830
III	49 858	174 674	1 605	22 191	198 470	32 073	53 153	10 297	95 524	343 852	-190 882
IV	50 893	168 213	1 589	24 386	194 189	30 993	57 749	10 226	98 968	344 050	-187 988
1994											
I	50 300	178 164	2 197	25 936	206 298	30 800	56 777	10 175	97 752	354 349	-184 962
II	49 720	177 968	2 741	29 509	210 218	29 491	62 167	10 281	101 939	361 877	-186 342
III	50 170	185 456	2 740	26 344	214 540	28 427	60 402	10 153	98 982	363 692	-182 317
IV	51 966	184 441	2 274	28 131	214 846	28 485	70 011	10 480	108 976	375 788	-180 508
1995											
I	50 859	191 922	2 142	30 439	224 504	29 274	70 756	10 763	110 794	386 156	-178 406
II	52 892	193 752	1 992	30 561	226 305	29 308	66 901	10 740	106 950	386 146	-177 762
III	54 439	192 933	1 784	30 819	225 535	28 459	58 005	10 747	97 211	377 185	-169 150
IV	55 219	195 194	2 279	25 873	223 346	31 064	65 172	11 164	107 400	385 965	-168 580
1996											
I	56 645	190 349	2 466	27 830	220 645	31 308	64 497	11 019	106 824	384 115	-167 822
II	57 133	191 272	2 949	24 449	218 671	32 203	64 322	11 043	107 569	383 372	-159 504
III	58 630	188 980	2 961	22 898	214 840	30 818	62 855	10 831	104 504	377 974	-148 078
IV	60 184	192 040	3 010	17 454	212 504	31 424	66 907	10 796	109 127	381 815	-140 170
1997											
I	59 074	189 424	3 037	18 701	211 163	32 771	66 953	10 880	110 605	380 841	-125 758
II	61 109	193 431	3 199	14 975	211 605	36 274	70 042	10 969	117 285	389 999	-122 700
III	63 793	190 831	3 062	15 035	208 928	37 288	72 206	10 811	120 305	393 026	-120 218
IV	65 299	188 025	3 143	16 352	207 519	31 647	82 751	11 006	125 404	398 222	-89 675
1998											
I	65 466	189 187	3 159	20 493	212 839	32 049	82 286	10 541	124 876	403 180	-100 921
II	67 288	194 048	3 230	17 152	214 430	35 885	82 903	10 790	129 578	411 295	-95 655
III	69 526	203 875	3 104	16 476	223 455	37 228	84 753	10 583	132 564	425 545	-80 260
IV	72 496	210 639	3 104	18 275	232 019	35 534	85 128	10 740	131 401	435 916	-78 896
1999											
I	73 233	201 274	2 651	16 205	220 129	35 070	80 557	11 078	126 706	420 068	-82 076
II	78 617	197 067	2 988	13 033	213 088	34 638	76 821	11 239	122 698	414 403	-78 943
III	80 379	199 712	3 763	11 269	214 744	36 453	79 461	11 095	127 008	422 131	-54 869
IV	76 519	194 598	3 714	11 742	210 054	36 499	76 556	11 109	124 165	410 738	-44 039
2000											
I	82 915	188 375	4 109	12 598	205 081	38 418	69 068	11 361	118 847	406 844	-40 644
II	90 879	187 832	4 204	10 940	202 975	40 562	71 636	11 438	123 636	417 490	-25 223
III	97 201	181 799	4 880	10 715	197 393	40 651	70 287	11 410	122 349	416 942	-14 266
IV	125 465	177 720	7 123	10 865	195 708	38 179	74 929	11 439	124 547	445 720	-25 203
2001											
I	125 550	175 435	7 822	9 724	192 980	35 845	88 161	11 209	135 214	453 745	-15 817
II	127 053	169 028	7 902	8 478	185 408	36 232	82 004	11 225	129 462	441 922	-8 839
III	125 750	177 884	8 211	7 747	193 842	33 970	91 668	11 425	137 064	456 655	11 776
IV	120 800	177 919	8 316	7 882	194 117	32 822	91 188	11 506	135 516	450 433	34 312
2002											
I	121 704	175 535	7 250	9 752	192 537	32 900	91 379	11 780	136 059	450 300	32 520
II	124 299	174 236	7 070	9 377	190 683	31 232	88 147	11 744	131 123	446 105	34 868
III	125 554	180 025	7 244	8 827	196 096	35 509	94 311	11 805	141 624	463 274	42 177
IV	125 700	183 624	7 200	10 745	201 569	35 659	89 723	11 903	137 285	464 554	50 293

Tableau 22-2 – suite

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total du passif		
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien		Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵			
2003 p											
I	126 677	181 714	6 344	10 109	198 167	37 224	81 601	11 712	130 537	455 382	48 346
II	128 356	179 459	5 966	10 145	195 570	35 269	76 476	11 632	123 378	447 304	21 378
III	128 809	179 155	6 013	9 481	194 649	35 020	77 744	11 677	124 441	447 899	28 832
IV	129 165	175 737	7 102	8 005	190 843	37 071	77 174	11 804	126 049	446 057	53 070
2004 p											
I	130 712	175 710	7 559	7 725	190 994	36 102	73 411	12 066	121 579	443 286	74 214

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-1

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total		
					Prêts ²	Provisions						
V No.	v235450	v235452	v235453	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449	
	millions de dollars											
1991	15 262	1 179	2 911	4 090	855	-156	7 472	3	2 050	10 224	29 575	
1992	12 271	833	3 262	4 095	826	-123	6 683	7	2 213	9 606	25 971	
1993	12 907	1 906	3 919	5 825	902	-168	6 461	3	2 491	9 689	28 421	
1994	15 038	2 917	5 165	8 082	806	-139	10 474	4	2 676	13 821	36 941	
1995	16 412	3 526	5 752	9 278	3 734	-136	12 187	3	2 170	17 959	43 649	
1996	17 825	3 312	8 385	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036	
1997	22 722	910	12 680	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648	
1998	24 956	1 204	14 641	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485	
1999	25 686	1 461	16 691	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266	
2000	35 170	1 301	19 209	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343	
2001	39 786	1 907	22 061	23 968	9 106	-10	26 593	6	2 671	38 366	102 120	
2002	40 189	1 918	24 663	26 581	10 698	-7	25 751	8	3 098	39 549	106 319	
2003 P	40 703	1 952	22 621	24 573	7 415	-3	23 431	6	4 356	35 205	100 482	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-2

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						Total du passif
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total			
V No.	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466	
	millions de dollars											
1991	16 224	21 502	683	4 617	26 801	6 915	11 015	290	18 221	61 246	-31 670	
1992	16 799	19 247	497	4 420	24 164	10 200	13 187	261	23 647	64 611	-38 639	
1993	15 872	26 371	357	5 773	32 501	9 210	17 888	280	27 378	75 751	-47 330	
1994	14 693	27 449	609	8 525	36 582	6 543	21 421	288	28 252	79 527	-42 586	
1995	14 097	33 598	597	9 778	43 973	7 590	20 154	276	28 020	86 090	-42 441	
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942	
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113	
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674	
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213	
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851	
2001	26 476	44 912	2 419	2 785	50 116	11 456	42 907	242	54 606	131 197	-29 077	
2002	27 591	51 116	2 492	3 869	57 476	16 090	39 950	250	56 290	141 357	-35 038	
2003 P	27 066	50 916	1 217	3 850	55 982	16 839	39 367	250	56 456	139 504	-39 022	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1

Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total		
					Prêts ²	Provisions						
V No.	v235516	v235518	v235519	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515	
	millions de dollars											
1991	2 182	107	1 154	1 261	82	0	980	2	358	1 421	4 865	
1992	2 521	402	1 350	1 752	151	0	628	3	365	1 146	5 419	
1993	2 845	462	2 134	2 596	253	0	758	4	410	1 424	6 865	
1994	3 485	615	3 571	4 186	304	0	894	0	405	1 604	9 275	
1995	2 739	1 064	4 617	5 681	247	0	1 730	0	737	2 713	11 133	
1996	2 676	2 368	5 309	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722	
1997	2 985	430	6 266	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828	
1998	3 268	467	8 166	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353	
1999	3 853	642	16 104	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370	
2000	5 613	334	13 129	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253	
2001	7 013	713	14 008	14 721	920	0	2 574	0	976	4 469	26 204	
2002	9 514	384	13 604	13 988	374	0	3 390	0	654	4 418	27 919	
2003 P	9 123	390	12 459	12 849	284	..	817	0	753	1 854	23 826	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2

Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						Total du passif
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total			
V No.	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532	
	millions de dollars											
1991	5 596	45 047	46	2 068	47 161	6 241	1 623	723	8 587	61 344	-56 479	
1992	5 962	50 269	41	733	51 042	6 325	1 204	907	8 436	65 440	-60 021	
1993	6 249	47 906	38	361	48 306	6 075	939	830	7 843	62 398	-55 533	
1994	6 587	45 455	117	217	45 789	7 480	894	885	9 259	61 635	-52 360	
1995	6 987	44 464	108	10	44 582	6 555	849	878	8 283	59 852	-48 719	
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318	
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622	
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260	
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902	
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978	
2001	7 893	34 191	25	23	34 239	3 924	2 399	496	6 819	48 952	-22 748	
2002	8 904	32 059	39	32	32 131	3 656	1 733	501	5 890	46 924	-19 005	
2003 P	9 686	31 616	39	44	31 699	2 602	397	575	3 574	44 959	-21 133	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs		
					Prêts ²	Provisions					
V No.	v235494	v235496	v235497	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars										
1991	8 505	369	1 443	1 812	530	-114	5 080	44	1 983	7 523	17 840
1992	9 071	280	1 536	1 816	751	-107	5 013	92	1 904	7 653	18 540
1993	11 478	1 001	1 958	2 959	943	-91	4 272	5	2 122	7 250	21 687
1994	15 620	1 247	2 919	4 166	1 330	-42	6 363	6	2 330	9 987	29 773
1995	18 106	1 170	4 015	5 185	1 571	-22	6 262	814	2 624	11 249	34 541
1996	19 192	1 137	5 446	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 124	4 598	32 881	37 479	1 557	-7	8 784	6 116	2 571	19 021	98 624
2002	49 052	4 987	35 304	40 291	1 176	-6	5 860	5 109	3 128	15 267	104 610
2003 P	58 374	5 474	34 942	40 417	777	-1	8 719	1 676	3 125	14 296	113 087

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Passif

Année	Passif									Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total du passif		
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien		Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs			
V No.	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1991	14 908	33 165	358	1 675	35 198	4 601	6 640	1 164	12 405	62 511	-44 670
1992	15 056	35 444	394	1 661	37 498	5 417	7 156	1 341	13 915	66 469	-47 929
1993	15 732	41 315	395	2 558	44 268	4 775	6 721	956	12 452	72 453	-50 765
1994	16 824	49 104	533	2 040	51 676	4 798	8 541	763	14 102	82 602	-52 830
1995	21 778	50 012	521	1 819	52 353	4 839	7 309	944	13 092	87 223	-52 683
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 966	51 604	1 245	1 198	54 048	1 401	6 938	1 067	9 406	129 419	-30 795
2002	67 537	54 775	515	1 269	56 559	763	8 007	1 128	9 897	133 993	-29 384
2003 P	69 659	53 753	1 639	238	55 630	66	5 395	1 157	6 618	131 907	-18 820

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total	
					Prêts ²	Provisions					
V No.	v235538	v235540	v235541	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars										
1991	3 548	174	624	798	489	0	3 692	81	559	4 821	9 166
1992	3 957	126	696	822	446	0	4 184	44	639	5 313	10 092
1993	4 355	101	826	927	546	0	3 075	1	896	4 519	9 801
1994	6 635	132	1 208	1 340	1 614	0	3 667	1	2 137	7 419	15 394
1995	7 166	172	1 986	2 158	1 296	0	3 370	1	2 174	6 841	16 165
1996	8 392	124	2 412	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	25 170	2 134	10 895	13 029	5 846	0	4 468	1	1 945	12 259	50 459
2002	29 574	2 301	13 193	15 494	8 494	0	4 842	1	1 479	14 816	59 884
2003 P	26 972	2 357	12 358	14 715	9 420	0	4 578	4	1 478	15 480	57 168

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille			Autres investissements					Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1991	6 803	33 290	355	4 055	37 700	1 453	8 856	763	11 072	55 575	-46 409
1992	6 913	32 797	324	2 684	35 806	1 339	8 228	710	10 277	52 995	-42 903
1993	7 312	33 811	302	4 132	38 245	1 221	7 719	720	9 660	55 217	-45 416
1994	7 989	37 192	285	5 885	43 361	980	8 487	709	10 176	61 526	-46 132
1995	5 827	38 454	275	4 101	42 829	847	6 816	1 006	8 670	57 327	-41 162
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	10 893	23 707	2 343	915	26 964	652	5 295	921	6 868	44 725	5 734
2002	11 499	22 406	2 283	1 701	26 390	174	6 229	886	7 289	45 178	14 706
2003 P	11 883	18 182	2 477	391	21 051	2 934	4 248	853	8 034	40 967	16 200

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total		
					Prêts	Provisions						
V No.	v235560	v235562	v235563	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559	
	millions de dollars											
1991	16 192	1 531	1 300	2 831	20 168	-11 283	12 659	9 718	20 259	51 520	70 543	
1992	19 370	1 291	1 716	3 007	22 823	-11 547	13 345	5 827	24 496	54 944	77 321	
1993	23 165	1 370	3 445	4 815	23 577	-11 728	15 851	4 554	29 055	61 308	89 287	
1994	27 551	1 549	5 483	7 032	22 807	-11 537	21 630	4 331	32 085	69 315	103 898	
1995	32 251	1 683	6 523	8 206	22 150	-11 248	22 100	5 057	33 382	71 440	111 897	
1996	39 215	1 788	9 123	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146	
1997	50 493	4 506	8 307	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109	
1998	60 691	4 642	8 048	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459	
1999	68 651	5 855	10 291	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212	
2000	80 182	5 666	10 311	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796	
2001	94 233	5 699	12 380	18 079	25 708	-11 805	23 463	24 415	33 244	95 026	207 338	
2002	104 178	6 138	10 636	16 774	22 885	-11 905	19 099	30 628	34 456	95 162	216 114	
2003 P	99 087	6 253	9 106	15 359	19 452	-11 596	21 394	30 951	29 917	90 118	204 564	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1991	5 308	14 462	245	7 031	21 738	7 346	27 021	6 466	40 833	67 879	2 665
1992	5 027	16 755	329	7 817	24 902	9 012	26 075	6 950	42 037	71 966	5 355
1993	5 727	18 810	497	11 561	30 869	9 712	24 828	7 441	41 981	78 576	10 711
1994	5 873	25 241	730	11 465	37 437	8 685	31 144	7 835	47 663	90 973	12 925
1995	6 529	28 667	778	10 165	39 609	11 232	30 496	8 060	49 788	95 926	15 972
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 572	23 505	2 284	2 961	28 750	15 389	33 649	8 779	57 817	96 139	111 199
2002	10 169	23 268	1 871	3 874	29 013	14 977	33 805	9 138	57 919	97 101	119 013
2003 P	10 871	21 270	1 730	3 481	26 481	14 631	27 767	8 968	51 367	88 719	115 845

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du *Bilan des investissements internationaux du Canada* ont été produites à partir de 1990. La méthodologie utilisée dans l'élaboration de ces séries est résumée comme suit :

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les bilans de fin d'exercice de 1989 à 2001. Les bilans trimestriels entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les gains réinvestis.

Placements de portefeuille

Actif : l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les bilans annuels à la valeur marchande qui sont convertis aux valeurs comptables à l'aide du ratio prix/valeur comptable. Les bilans trimestriels entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable.

Passif : On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire. Les bilans sont calculés de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produits tous les trois mois. Les bilans trimestriels des avoirs canadiens sont calculés à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ration valeur marchande/valeur comptable.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs de réserve internationaux officiels sont disponibles tous les mois. Les autres comptes divers sont basés sur les enquêtes annuelles ajustées en fonction des bilans trimestriels à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (1993) du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille,

1. *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits, produit no 67-506-XPF au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm*

2. *Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook, Washington, DC, Fonds monétaire international.*

3. *Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.*

l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché présenterait de grandes difficultés, puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. C'est ce que reconnaissent les normes internationales.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Quant aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de certains de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons enfin que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

4. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.*

5. *Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans « autres investissements » l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, « Application des normes internationales »), La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.*

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le *Système de comptabilité nationale de 1993*, on définit ainsi l'actif :

Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6. ;

7. *Ibid*, alinéa 2.24, p. 20. [...]

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société extérieure, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

⁸ Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux ⁹.

On constate l'inverse dans le *Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993* où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

9. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5^e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.*

10. *Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.*

11. *Ibid, alinéa 4.30, p. 96.*

12. *Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, décembre 1997, 1590.06.*

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2000, le taux de réponse était de 58 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 63 % en 2000. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions et obligations (titres tant canadiens qu'étrangers) et en instruments du marché monétaire canadien (les instruments du marché monétaire étranger sont exclus, ce par quoi on s'écarte des normes internationales). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements », puisque les statistiques canadiennes ne peuvent pour l'instant séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché de la plupart des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux

cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada*.

On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes.

Investissements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur canadien est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue à l'étranger est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2000, le taux de réponse était de 78 %. Cependant, l'enquête n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2000, le taux de réponse était de 63 % pour les sociétés et plus de 80 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations et les actions (canadiennes et étrangères) que pour les instruments du marché monétaire canadien, sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables et marchandes.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allégement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques. Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en

or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes, du ministre des Finances (incluant la position des réserves canadiennes auprès du FMI), du receveur général du Canada et de la Banque du Canada. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les opérations canadiennes non bancaires sur le marché monétaire étranger;
- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'**actif**, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur

les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif) ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les autres actifs, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Les données sur les instruments du marché monétaire étrangers sont à la fois des données administratives du Trésor américain et des données d'enquêtes des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada portent sur l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexpliquées. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2000.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2000, le taux de réponse était de 64 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2000, le taux de réponse était de 64 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes.
3. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
4. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants.
5. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture.

6. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
7. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
8. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
9. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5 et 6

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 8

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants.

Tableau 9

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture.

Tableau 12

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 13, 14.1, 14.2 et 14.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 15 et 16

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 18

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 19.1 à 19.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 21.1, 22.1, 23.1, 24.1, 25.1 et 26.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes.
3. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.

4. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants.

Tableaux 21.2, 22.2, 23.2, 24.2, 25.2 et 26.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture.
2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position). L'actif financier comprend les investissements directs, de portefeuille et les autres investissements.

Actif non financier non produit

Poste du compte capital qui comprend les opérations de biens corporels qui peuvent être utilisés ou nécessaires pour produire des biens et services mais qui ne sont pas effectivement produits, ainsi que les biens incorporels non produits (par exemple les brevets, droits d'auteur, marques de commerce, franchises).

Actions

Titres qui réfèrent à la propriété d'une société au moyen d'actions représentant une partie de son actif et de ses bénéfices. Les actions sont traitées comme investissement direct et de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Autres actifs ou autres engagements

Créances qui englobent les créances ou éléments de passif non négociables autres que es prêts et les dépôts. Les autres actifs ou autres engagements sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Autres investissements

Compte fonctionnel dans le compte financier et le bilan des investissements internationaux, qui n'est pas un investissement direct ni de portefeuille et qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif seulement) et les autres actifs ou passifs.

Avoir des actionnaires

Instruments financiers et registres constatant, une fois que les obligations de tous les créanciers ont été remplies, les créances à la valeur comptable nette des entreprises constituées en société. Les actions privilégiées, le capital social, les certificats représentatifs d'actions étrangères, les unités de fonds mutuels et les sociétés de placement en font partie. L'avoir peut être traité comme des investissements directs (capitaux propres) ou des investissements de portefeuille (titres en portefeuille) dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Balance des paiements

Relevé statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'une économie avec le reste du monde.

Bénéfices

Les bénéfices réfèrent aux gains d'exploitation d'une entreprise mesurés moins l'impôt sur le revenu ou des sociétés à payer sans pénalité pendant la période d'inscription. Les bénéfices sont traités comme des revenus de placement sur les investissements directs dans la balance des paiements.

Bénéfices non répartis

Parts des bénéfices que les filiales et les entreprises affiliées ne distribuent pas comme dividendes, et bénéfices que les succursales et autres entreprises non constituées en société ne remboursent pas. Si l'entreprise est une entreprise d'investissements direct, les bénéfices non répartis sont traités comme des investissements directs dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

CALURA

Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats (CALURA) maintenant Loi sur les déclarations des personnes morales. Registres liés aux données financières, aux droits de propriété, au contrôle (y compris le contrôle étranger) et à la concentration des états financiers des sociétés. Les sujets sont : les statistiques, les pays de contrôle, l'actif, les ventes, les bénéfices et le revenu imposable, la concentration des entreprises et le répertoire des liens de parenté entre les sociétés.

Centre d'intérêt économique

Une unité institutionnelle a un centre d'intérêt économique dans un pays si elle s'est déjà engagée envers l'intérêt économique : les activités et les opérations à grande échelle dans le pays pendant au moins un an, ou si l'unité compte agir ainsi.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Comptabilité en partie double

Convention comptable de base par laquelle chaque opération inscrite (crédit et débit) correspond à une inscription de valeur égale. Cette convention sert à compiler le relevé de la balance des paiements.

Compte courant

Compte principal de la balance des paiements qui comprend toutes les opérations (autres que celles des éléments financiers) comprenant l'échange de valeurs économiques (biens, services et revenus de placement) et les transferts de la valeur économique courante sans contrepartie (transferts courants). Toutes les opérations du compte courant sont regroupées sous les recettes et les paiements.

Conventions de rachat

Opérations sur valeurs qui réfèrent aux conventions comprenant deux opérations : une vente de titres et une entente simultanée de rachat des mêmes titres ou de titres semblables à une date et à un prix fixés au moment de l'entente. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts dans les autres investissements de la balance des paiements ou du bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle un titre (par exemple une obligation) ou autre créance est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les billets et les pièces de monnaie en circulation et toutes les créances représentant une preuve de dépôt. Les dépôts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui réfère au prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les titres porteurs d'intérêt (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme investissement direct, de portefeuille ou autre dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon le titre de la créance et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur a trait à un investissement direct, de portefeuille ou autre.

Dividendes

Bénéfices répartis versés aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative et d'une société d'État. Les dividendes versés aux détenteurs d'actions du portefeuille sont traités comme des investissements du revenu en portefeuille dans la balance des paiements.

Double comptabilisation

Opération entrée dans un compte donné de la balance des paiements et déjà couverte dans un autre compte. Cette opération crée une duplication des comptes et affecte la divergence statistique.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments d'actif de réserve créés par le Fonds monétaire international (FMI) comme complément à d'autres éléments d'actif de réserve qui sont alloués à intervalles réguliers aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur contingent respectif. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations des DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

Facteur représentant la fluctuation de la position d'un élément d'actif ou de passif du début à la fin d'une période. L'effet du taux de change renvoie aux fluctuations de la valeur de la devise émise par rapport à la devise locale.

Émission en cours

Titres échangés sur les marchés secondaires après leur émission.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société dont un investisseur direct, qui est une entreprise résidente d'une autre économie, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées qui peuvent être des sociétés affiliées, des filiales et des succursales.

Escompte

Montant associé à la différence entre le prix d'émission et la valeur à l'échéance quand le prix d'émission est inférieur à la valeur à l'échéance. Cette différence est traitée comme un intérêt et est inscrite, selon la méthode de comptabilité d'exercice, comme revenu de placement dans la balance des paiements.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur à l'échéance, etc.) qui représentent

souvent les principes comptables applicables, les restrictions légales et la tradition, de même que des questions théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède au moins 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Instruments financiers

Titres de créance ou instruments de capitaux propres qui peuvent être convertis en espèces ou en un autre instrument financier. Les instruments financiers comprennent les titres (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, de portefeuille ou autres dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon le titre de créance et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe, liée au portefeuille ou autre.

Instruments financiers dérivés

Instruments financiers qui représentent les titres produisant un gain dépendant de la valeur des autres éléments d'actif, comme le prix des biens, le prix des obligations et des actions, ou le cours du marché. Les contrats à terme normalisés, les contrats à terme de gré à gré, les contrats d'option et les échanges financiers en sont des exemples. Les instruments financiers dérivés sont traités comme d'autres investissements (autres actifs ou passifs) dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Intérêt

Revenu généré par un titre de créance pour une période donnée. L'intérêt est couru et peut être traité comme revenu de placement sur un investissement direct, de portefeuille ou autre dans la balance des paiements, selon le genre de dette et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe, liée au portefeuille ou autre.

Investissement de portefeuille

Compte fonctionnel dans le compte financier et le bilan des investissements internationaux qui réfère à un investissement d'une entité résidente dans une économie sous forme d'actions et de titres de créance (autres que des investissements directs) d'une autre économie réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'orientation et la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Compte fonctionnel dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position) qui réfère à un investissement d'une entité résidente dans une économie obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et une grande influence de l'investisseur dans la gestion et l'entreprise.

Investissement international net

Compte du bilan des investissements internationaux qui représente le stock d'actif financier extérieur des investissements moins le stock de passif extérieur. La position nette indique ce que possède l'économie par rapport à ce qu'elle doit à des non-résidents.

Marchés secondaires

Marchés des valeurs mobilières établies ou hors cote où se font les achats et les ventes de titres cotés entre investisseurs.

Monétisation ou démonétisation de l'or

La monétisation réfère à l'acquisition d'or-marchandise par les autorités monétaires pour augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation réfère à la disposition de l'or monétaire par ces mêmes autorités pour des raisons non monétaires afin de réduire le stock d'or monétaire.

Non-résident

Unité institutionnelle non considérée comme étant résidente.

Nouvelle émission

Opération de titres représentant le montant que reçoit l'émetteur au moment de l'émission. Dans la balance des paiements du Canada, les nouvelles émissions se limitent aux obligations et aux actions canadiennes nouvellement émises lancées directement à l'étranger, c'est-à-dire des émissions étrangères, et à la partie des émissions mondiales lancées sur les marchés étrangers.

Obligations

Titres de créance émis par un emprunteur qui oblige l'émetteur à faire des paiements précis au détenteur sur une période donnée. Les obligations peuvent être traitées comme des investissements directs ou de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le titulaire est directe ou liée au portefeuille.

Obligations coupons détachés

Titres créés par un courtier lorsqu'il acquiert un bloc d'obligations existantes et sépare ensuite physiquement certains coupons d'intérêt du résidu sous-jacent (on parle aussi d'« obligations à coupon zéro »). Ces deux unités sont ensuite vendues séparément à un prix bien inférieur à leur valeur au pair. Les obligations à coupons détachés sont traitées comme des obligations dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Opération (transactions)

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les opérations de variation de change modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif de réserve des autres investissements qui représente l'or que possèdent les autorités et qui est détenu comme actif de réserve. Les opérations en or monétaire se font seulement entre des autorités monétaires et leur équivalent dans d'autres économies ou entre des autorités monétaires et des organisations monétaires internationales.

Or non monétaire

Réfère à tout l'or non détenu comme actif de réserve.

Paiements du compte courant

Regroupement des opérations du compte courant qui produisent, pour des résidents canadiens, des dépenses avec des non-résidents. Ils comprennent les importations de biens et services, les dépenses liées à des revenus de placement provenant du passif financier canadien à des non-résidents et les paiements de transfert courants.

Parties apparentées ou liées

Entités juridiques commerciales distinctes qui ne sont pas indépendantes. Les parties apparentées comprennent les sociétés affiliées, les filiales et les succursales.

Passif financier canadien

Regroupement de tout le passif financier canadien (y compris les capitaux propres) et du passif des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position).

Position de réserve du fonds

Élément d'actif de réserve qui réfère à la somme des achats de tranches de réserve qu'un membre peut mobiliser et de l'endettement du fonds facilement remboursable aux membres.

Bilan des investissements internationaux

Relevé statistique de la valeur et de la composition de l'ensemble des actifs d'une économie par rapport au reste du monde, ainsi que de la valeur et de la composition de l'ensemble du passif d'une économie par rapport à la position du reste du monde.

Prêts

Créances qui réfèrent au prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans lesquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements.

Prime

Montant associé à la différence entre le prix d'émission et la valeur à l'échéance d'un titre quand le prix d'émission est supérieur à la valeur à l'échéance. Cette différence est traitée comme intérêt et est inscrite, selon la méthode de comptabilité d'exercice, comme un revenu de placement dans la balance des paiements.

Principe débiteur/créancier

Genre d'affectation régionale dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux où les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et le passif est attribué au pays de résidence du créancier non résident.

Principe de l'agent économique transacteur

Genre d'affectation régionale dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux où les créances et le passif sont attribués au pays de résidence de la partie non résidente (agent économique).

Prix d'émission

Le prix d'émission représente les produits reçus par l'émetteur lorsqu'il émet un titre.

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE, autres pays (y compris les établissements internationaux).

Remboursements

Opérations sur valeurs représentant le montant du capital remboursé par l'émetteur à la date d'échéance des titres.

Réserve (avoirs)

Créances de non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles peuvent servir à modifier le taux de change d'une devise ou à d'autres fins. Les réserves sont traitées comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Résident

Unité institutionnelle considérée comme résidente quand elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire économique d'un pays.

Revenu de placements

Compte du compte courant qui englobe les revenus sur les avoirs et sur la dette. Les revenus sur les avoirs comprennent les bénéfices réalisés sur les investissements directs et les dividendes réalisés sur les actions en portefeuille, et les revenus sur la dette renvoient à l'intérêt sur les investissements directs, de portefeuille et autres.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier s'entend de la nature du secteur sous-jacent de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés en entreprises directes fédérales, entreprises provinciales et entreprises municipales et sociétés, et les émetteurs étrangers, en gouvernements et autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et que détient une autre entité juridique commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre ou d'une autre créance. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période de temps qui s'écoule entre la date à laquelle la créance est émise (terme initial jusqu'à échéance) ou qui reste (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle la créance est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les titres du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Titres ou instruments du marché monétaire

Titres de créance qui réfèrent à tous les instruments facilement négociables dont le terme initial jusqu'à échéance est de moins d'un an et qui confèrent généralement au détenteur le droit inconditionnel de recevoir une somme d'argent précise et fixe à une date donnée. Ils comprennent des instruments tels que les bons du Trésor, les effets commerciaux et financiers, les acceptations bancaires, les certificats de dépôt et les billets à court terme négociables. Les titres du marché monétaire peuvent être traités comme des investissements directs ou de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Titrisation

Regroupement de créances non négociables (illiquides) sous forme de titres normalisés appuyés par ces créances, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre ou autre créance est le montant que l'émetteur paiera au détenteur de la créance à la date du rachat de la créance. On parle souvent de valeur nominale, au pair, principale et de rachat.

Valeur comptable

Valeur de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres de l'entreprise où l'investissement est fait (principe du débiteur). La valeur comptable sert à évaluer l'actif financier canadien et le passif financier canadien du bilan des investissements internationaux.

Valeur marchande

Montant que des acheteurs consentants paient pour acquérir quelque chose de vendeurs consentants; les échanges se font entre deux parties indépendantes et uniquement pour des raisons commerciales. La valeur marchande de certains investissements de portefeuille est présentée comme information supplémentaire dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui réfère au sens large au prix réel convenu par les agents économiques et qui sert généralement à inscrire les opérations dans la balance des paiements. Aux fins des douanes, la valeur transactionnelle est définie en des termes propres aux douanes.